



TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos 3

Que fait Plan International Belgique? 5

Nos objectifs 7

Notre impact en bref 9

Nos projets en Afrique 10

Niger | Protection et accès aux soins 11

Burkina Faso | Protéger les plus jeunes de la crise 12

Mali | L'éducation pour tou.te.s, même dans l'urgence 12

Burkina Faso | Contre les violences basées sur le genre 12

Mali | Les crises exacerbent les violences 12

Niger | Pour un monde plus juste 13

Ouganda | Renforcer la résilience communautaire 13

Niger | La résilience des jeunes 13

Ouganda | Une réponse agile à la COVID-19 13

Mali – Rwanda – Ouganda I Assurer un environnement protecteur 14

Sénégal | Grâce au sport, les filles cartonnent 15

Niger | Une perspective d'avenir 16

Tanzanie | La voie vers l'emploi 16

Sénégal | Une formation inclusive 16

Malawi | Accès aux marchés agricoles et résilience 16

Bénin | Sécurité sur le chemin de l'école 17

Bénin | L'inégalité hors-jeu ! 17

Bénin | Pour une éducation de qualité 17

Bénin | Briser le tabou 17

L'état des droits des filles dans le monde 18

Nos projets en Amérique latine 21

Bolivie | Bien-être et égalité depuis la petite enfance 22

Bolivie | L'égalité de genre en action 23

Bolivie | Renforcer la résilience post COVID-19 23

Equateur | Leadership féminin à l'école 23

Nos projets en Asie 24

Vietnam | Soutenir les plus jeunes 25

Vietnam | Informer les jeunes par voie digitale 26

Violences basées sur le genre en milieux scolaire et d'apprentissage 27

La réponse ukrainienne 28

Pologne et Roumanie | Soulager les réfugiés ukrainiens 29

Nos partenaires à l'international 30

Nos projets en Belgique 33

Jeunes, volontaires et écoles 34

«Safer Cities» : les jeunes Gantois·e·s s'engagent dans la lutte contre le harcèlement sexuel ! 35

Louise, Ministre des Affaires Etrangères et Margaux, Ministre de la Coopération au Développement 36

Nos partenaires institutionnels en Belgique 37

Entreprises : la puissance de partenariats durables et ethiques basés sur les ODD 39

Journée internationale des droits des femmes (8/3/22) 40

Explorer le pouvoir du sport pour l'égalité des droits 41

Financement de nos missions 43

En toute transparence 44

Intégrité 46

Chiffres financiers 47



AVANT-PROPOS



Leen Gysen Présidente du Conseil d'Administration de Plan International Belgique

Cher.ère lecteur.rice,

Alors que 2023 atteint sa vitesse de croisière, il est l'heure du bilan. 2022 a démarrée comme une année prometteuse pour les droits des enfants avec, notamment, la réouverture des écoles et des lieux de loisirs, après deux années à réinventer nos habitudes et à développer de nouvelles formes de solidarités.

Malheureusement, de nombreuses crises ont également ponctuées cette année avec pour conséquence un recul des droits des enfants et des filles dans certains pays. Au fur et à mesure des pages, vous découvrirez nos actions pour renforcer les droits des filles et la protection des enfants.

Debut 2022, une guerre a éclaté en Ukraine forçant des milliers d'enfants et leur famille à fuir leur pays. Plan International s'est rapidement mobilisée dans les pays limitrophes pour les accueillir et leur apporter une aide d'urgence. En tant que membres du Consortium 12.12, nous avons veillé au maintien de leur scolarité à travers différents programmes éducatifs en collaboration, notamment, avec les autorités des pays accueillants et des ONG locales. Plan International continuera à se mobiliser pour les enfants ukrainiens avec le développement de programmes durables dans les pays limitrophes ainsi qu'en Ukraine.

Les filles restent les premières victimes de violences. Notre longue expérience ainsi que nos études de terrain le démontrent : les atteintes aux droits de l'enfants touchent d'abord les filles de manière disproportionnée. C'est pourquoi, chez Plan International, nous avons décidé de les inclure davantage au cœur de nos actions. A titre d'exemple, au sein de nos pays partenaires, les filles codéveloppent certains de nos programmes afin de s'assurer que nous apportions une réponse optimale aux obstacles qui se dressent sur leur chemin.

Parmi les valeurs que nous partageons toutes et tous, la liberté est au premier rang. Se mobiliser pour que chaque fille soit libre de poser ses propres choix et de voir ses rêves devenir une réalité est le travail de chacun.e. Nous en avons fait notre slogan : Pour que chaque fille soit libre.

Cette année encore, notre impact a été rendu possible par nos nombreux soutiens. Je pense aux organisations locales dans les pays partenaires, à nos partenaires institutionnels, à nos fidèles Parrains et Marraines et donateur.rice.s particulier.e.s, aux entreprises et écoles engagées à nos côtés, et à nos précieux volontaires et jeunes participant.e.s à nos programmes.

C'est avec votre engagement et votre confiance sans faille que nous contribuons chaque jour à rendre ce monde plus égal. Je tiens à vous remercier très chaleureusement.





QUE FAIT PLAN INTERNATIONAL BELGIQUE?

Plan International Belgique est une organisation de défense des droits de l'enfant et de l'égalité entre filles et garçons qui, depuis 1983, œuvre pour un monde juste et sûr.

✓ TRANSFORMER LA VIE DE MILLIONS D'ENFANTS ET DE FILLES

Plan International Belgique construit un monde où tous les enfants – filles et garçons – peuvent aller à l'école, décider de leur vie et de leur corps, participer aux changements de leur société et s'épanouir à l'abri de la peur et de la violence. Afin d'atteindre l'égalité des droits entre filles et garçons, Plan International Belgique remet en question les normes de genre ainsi que la répartition inégale des rôles et des ressources au sein de toutes les sociétés. Toutes nos interventions visent à faire évoluer ces normes et ces inégalités. Elles s'inscrivent dans notre « Gender Transformative Approach », qui vise à donner les mêmes chances aux filles qu'aux garçons.

POUR DES CHANGEMENTS STRUCTURELS

Nous informons, inspirons et motivons les femmes et les hommes à faire partie de notre communauté. Ce sont nos partenaires, les bailleurs de fonds, ainsi que les Parrains et Marraines Plan qui rendent notre impact possible. En parrainant un.e enfant ou en sponsorisant un projet, ils.elles offrent aux enfants la chance d'aller à l'école ou de suivre une formation (apprendre), d'assumer des rôles de leadership (diriger), de faire leurs propres choix concernant leur vie et leur corps (décider) et de se développer loin de la violence (s'épanouir). Les Parrains et Marraines Plan soutiennent leur.s Filleul.e.s Plan tout en renforcent la communauté tout entière.

Nous mobilisons notre expertise, nous analysons les causes profondes, nous exposons également des faits et défendons des valeurs auprès des décideurs politiques et institutions gouvernementales, afin de promouvoir et réaliser des changements structurels.

✓ POUR L'ÉGALITÉ DES GENRES

Ce n'est qu'une fois l'égalité entre filles et garçons acquise que l'ensemble des droits de chaque enfant et de chaque jeune pourra être respecté. Voilà pourquoi nous accordons tant d'importance à l'égalité de genre. Nous offrons aux enfants, aux jeunes et aux communautés des opportunités de lutter contre les causes directes de l'exclusion, de la vulnérabilité et de la discrimination à l'égard des filles. Dans les régions en crise, nous les aidons à anticiper et à faire face aux catastrophes humanitaires, puis à reconstruire leur vie. Une attention particulière est accordée aux filles et aux jeunes femmes, le plus souvent victimes de violences et de discriminations dans de tels contextes.

Grâce à notre vaste réseau, nous influençons les normes sociales et les politiques aux niveaux local, national et mondial. Nous nous basons sur nos connaissances et notre expérience de la réalité quotidienne que vivent les jeunes, et en particulier les filles.

Soutenir les filles, leurs familles et leurs communautés contribue a briser le cercle vicieux de la pauvreté et de la discrimination. Plan International Belgique oeuvre avec ses sympathisant.e.s à un avenir meilleur, pour cette génération et les suivantes.



NOS OBJECTIFS

Chacun de nos projets répond à un ou plusieurs objectifs clairement identifiés. Décrits ci-dessous, ces objectifs fixent le cadre de nos interventions, animent nos équipes et guident nos plans d'action au quotidien.



Tous les enfants, filles et garçons, ont le droit d'aller à l'école dès le plus jeune âge, de mener à bien leurs études et d'obtenir un emploi décent. Avec les autorités et les communautés, les équipes de Plan International investissent dans une éducation préscolaire, primaire et secondaire qui donne les mêmes chances aux filles et aux garçons. Pour les jeunes déscolarisé.e.s, nous soutenons leur retour à l'école et nous mettons en place des formations professionnelles et des groupes d'épargne-crédit.



Les enfants, en particulier les filles, doivent avoir la possibilité de participer aux changements sociaux et politiques. Les équipes et les partenaires de Plan International écoutent les jeunes et les encouragent à mettre en oeuvre leurs propres solutions aux niveaux local, national et international. Cela renforce leur assurance et leur autonomie et leur permet d'avoir un impact positif et durable sur leur vie et celle des autres.



Tous les enfants, en particulier les filles, doivent pouvoir faire leurs propres choix concernant leur vie et leur corps. Elles doivent pouvoir décider si, quand et avec qui elles veulent se marier et avoir des enfants. L'éducation sexuelle et l'accès à des services de santé pour les adolescentes sont les premières étapes pour faire reculer les grossesses précoces. Nous dialoguons avec les parents, les communautés et les gouvernements pour éliminer les mutilations génitales féminines et les mariages d'enfants, dans la loi et en pratique.



Tous les enfants, filles et garçons, ont le droit de s'épanouir à l'abri de la peur, de la discrimination, de la violence. Plan International encourage les parents, les communautés et les gouvernements à développer le potentiel des filles comme des garçons, à combattre toute forme de violence, surtout à l'égard des filles, et à créer des espaces de vie et d'apprentissage sécurisants.



Les filles et les garçons doivent être préparé.e.s en cas de catastrophe naturelle ou de conflit. Nous les protégeons en cas de crise et les aidons ensuite à reconstruire leur vie et leur communauté. Nous accordons une attention particulière aux filles et aux jeunes femmes, car elles sont plus exposées au risque de mariage précoce ou de viol. Nous joignons nos forces à celles d'autres associations, notamment au sein du Consortium 12-12, pour apporter une aide d'urgence aux familles touchées.

Développement durable

Définis en 2015 par les Nations Unies et déclinés en 169 cibles, les 17 objectifs de développement durable (ODD ou SDG – Sustainable Development Goals) structurent l'agenda mondial des parties prenantes au développement durable jusqu'en 2030. Parmi ces objectifs figure l'égalité des genres sur laquelle notre stratégie est principalement basée.

Mais nos programmes, qui visent à apporter un changement significatif aux conditions de vie des filles et garçons et des communautés qui les entourent, ont une portée bien plus large. Nos actions sont également guidées par d'autres ODD, en particulier d'éradication de la faim, de bonne santé et bien-être, d'éducation de qualité, d'eau propre et assainissement, de travail décent et croissance économique, de réduction des inégalités, de lutte contre le changement climatique et de paix, de justice et institutions efficaces. Ainsi, nous contribuons à l'ensemble des 17 ODD, étroitement liés les uns avec les autres.

LES 17 OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD)





























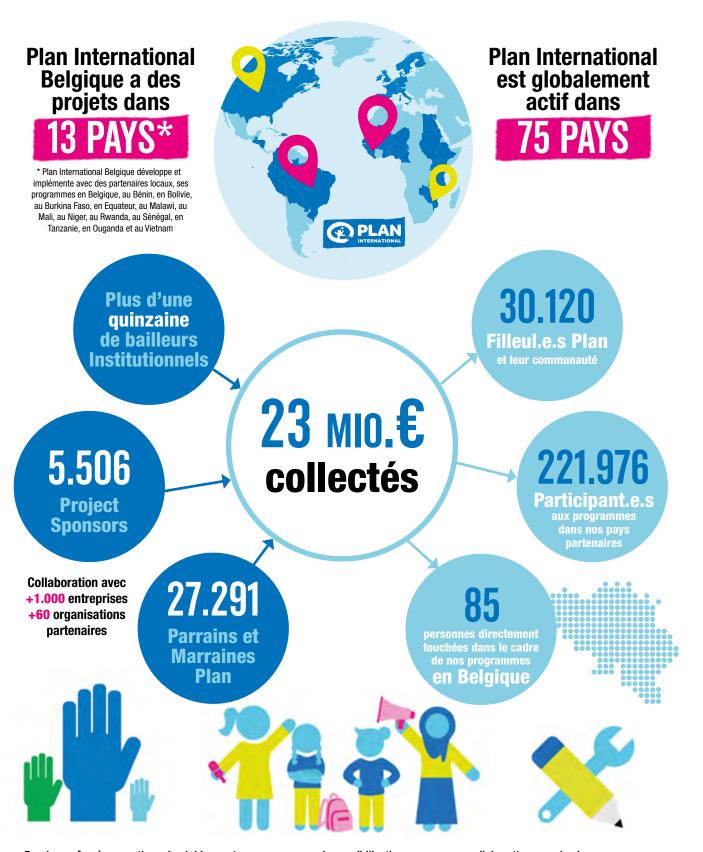








NOTRE IMPACT EN BREF



De plus, grâce à nos actions de plaidoyer et nos campagnes de sensibilisation, conçues en collaboration avec les jeunes, nous sensibilisons également le grand public en Belgique. Nous partageons notre expertise avec les responsables politiques et de la société civile et contribuons à influencer les décisions politiques pour une meilleure prise en compte des droits de l'enfant et des filles en Belgique et dans les pays partenaires.







Niger | Protection et accès aux soins

DÉCIDER	
ODD	3, 5
Participant.e.s directes	7.780
Période du projet	01/05/2021-30/04/2023

A l'ouest du Niger, dans une zone frontalière avec le Mali et le Burkina Faso, la région de Tillabéri connaît une crise humanitaire sans précédent, qui s'aggrave un peu plus chaque année.

Des déplacé.e.s internes et des réfugié·e·s de pays limitrophes vivent dans des sites précaires, au sein de communautés hôtes, elles aussi affectées par des années de conflit. Les défis humanitaires sont nombreux : événements climatiques extrêmes, épidémies, insécurité alimentaire. Pour les populations civiles, les attaques sont fréquentes et les refuges sont rares. Dans ce contexte, de nombreux enfants sont séparé·e·s de leurs parents et courent un risque accru d'exploitation ou de recrutement par des groupes armés.

Les adolescentes et les jeunes femmes témoignent de ce sombre climat sécuritaire. Les normes de genre et les contraintes matérielles poussent les familles à recourir à des pratiques néfastes – mariages précoces, travail des enfants – et les violences à l'égard des filles se multiplient, alors même que les services de prise en charge répondent de moins en moins aux besoins. Les services de santé, dont la santé sexuelle et reproductive, demeurent inaccessibles, déficients ou inexistants.



Notre action vise à renforcer les capacités des communautés pour mieux détecter les violences envers les enfants, les adolescent.e.s et les jeunes, et les prévenir. Une fois les enfants et les jeunes identifié.e.s, Plan International propose un appui psychosocial adapté et les accompagne vers des services appropriés. Nous travaillons en partenariat avec Médecins du Monde Belgique pour renforcer la prise en charge médicale des enfants et des jeunes.

Qu'avons-nous réalisé?

Depuis le début du projet, nous avons assuré la prise en charge de 103 enfants dont 86 filles. A ce stade, plus de 33 000 personnes ont bénéficié de la mise en place de mesures spécifiques de prévention, incluant la sensibilisation sur les violences auprès des communautés.

Merci à:

Partenaire local : Médecins du Monde Donateurs.rices: l'Union Européenne, aide humanitaire (ECHO) et nos fidèles donateurs.rices











Burkina Faso | Protéger les plus jeunes de la crise

ODD	3, 4, 5
Participant.e.s directes	39.933
Période du projet	15/06/2020 - 14/09/2022

En 2022, 928.000 enfants burkinabé étaient dans le besoin. Plan International a permis à 20,187 enfants des communautés déplacées et hôtes de Kongoussi et Bourzanga de bénéficier d'activités récréatives et psychosociales dans nos espaces amis des enfants, mis en place pour les protéger contre la violence. 1,168 enfants séparé.e.s ont été pris en charge et réunifié.e.s avec leur famille. 28 espaces d'apprentissage ont été construits pour permettre à 10,991 enfants d'avoir accès à l'éducation. Notre partenaire SFCG a formé 870 enfants à la promotion de la cohésion sociale pour une coexistence pacifique entre personnes déplacées internes et communautés hôtes.

Merci à:

Partenaires locaux: AJPEE et Search for Common Ground Donateurs.rices: la Coopération belge au développement et nos fidèles donateurs.rices













Mali | L'éducation pour tou.te.s, même dans l'urgence

ODD	3, 4, 5, 6, 10
Participant.e.s directes	32.281
Période du projet	01/04/2019 - 30/09/2021

Dans le centre du Mali, Plan International a construit 15 espaces d'apprentissage temporaire et formé 76 enseignant.e.s permettant la réinsertion scolaire de 2311 filles et 2045 garçons frappé.e.s par les récentes crises. 42 autres écoles ont été soutenues par du matériel éducationnel de qualité et par la réhabilitation de toilettes pour les filles, afin de prévenir le harcèlement et l'humiliation. Pour permettre à 4.300 filles et 4.138 garçons cantonné.e.s dans les zones les moins accessibles de continuer à apprendre, nous avons utilisé un mécanisme innovant d'apprentissage à distance à travers la radio et des clés USB.

«Nous ne voyons pas comment nos enfants auraient retrouvé le chemin de l'école sans l'appui de Plan. Certains ont maintenant un niveau supérieur aux enfants scolarisés dans les écoles normales.» Parent d'un élève à Bankass.

Merci à:

Donateurs.rices: la Coopération belge au développement et nos fidèles donateurs.rices









Burkina Faso | Contre les violences basées sur le genre

ODD	3, 5, 16
Participant.e.s directes	9.074
Période du projet	01/01/2021 - 31/08/2022

Le Burkina Faso vit le conflit le plus complexe de son histoire. Pour protéger les filles et les femmes - en situation de vulnérabilité face à la crise - Plan International a lutté contre les violences sexuelles dans les régions les plus affectées (Sahel, Centre Nord et Est). La prévention contre la violence s'est faite par la mobilisation des médias locaux et des leaders communautaires ainsi que par des séances de sensibilisation et de dialogues intergénérationnels. 9.358 femmes et filles ont participé à nos activités dans des espaces sûrs, accédant ainsi à des services de protection et à des formations économiques pour renforcer leur résilience et indépendance.

Merci à:

Partenaires locaux: ADC/PDE pour les régions du Centre-Nord (Kaya, Barsalogho et Tougouri) et du sahel (Dori) et MWANGAZA Action pour la région de l'Est (Fada N'Gourma et Matiacoali)

Donateurs.rices: la Coopération belge au développement et nos fidèles donateurs.rices













Mali | Les crises exacerbent les violences

ODD	3, 5
Participant.e.s directes	11.928
Période du projet	01/01/2021 - 31/12/2022

Les violences sexuelles contre les filles et les femmes, systémiquement répandues au Mali, sont encore renforcées par la pandémie, le conflit armé, la crise alimentaire et climatique. Le mariage d'enfant, les abus et exploitation sexuels et les violences intrafamiliales sont culturellement ancrés dans la région de Kita. Nous luttons contre ces violences par la mise en place de 40 comités communautaires de protection des filles. Nous accompagnons les enfants et adolescent.e.s survivant.e.s de mariage d'enfants et autres formes de violences vers des services médicaux, de soutien psychosocial et de réinsertion socio-économique.

Merci à:

Donateurs.rices:

la Coopération belge au développement et nos fidèles donateurs.rices







Niger | Pour un monde plus juste

ODD	2, 3, 4, 5, 8
Participant.e.s directes	6.840
Période du projet	01/01/2017 - 31/12/2021

Aux côtés d'organisations de la société civile et avec le soutien du gouvernement nigérien, Plan International travaille avec les communautés d'intervention pour la protection des droits des enfants, et en particulier des filles. A travers des formations professionnalisantes pour les jeunes filles, la mise en place de Gouvernements Scolaires, de Clubs de Futurs Maris, nous encourageons les structures communautaires à plaider en faveur de la scolarisation et de l'autonomisation économique des jeunes, dans un environnement sûr et protecteur.

«Mon enrôlement dans le programme m'a permis d'échapper au mariage et d'avoir de quoi m'acheter une brebis. Je vais l'élever et quand elle va donner des petits, je vais les vendre pour avoir de l'argent et fonder un petit commerce. » Halimatou, 15 ans, Tamtala

Merci à

Partenaires locaux: ANTD, AEC, ASO-EPT, CONIDE & DIMOL Donateurs.rices: la Coopération belge au développement et nos

fidèles donateurs.rices







Ouganda | Renforcer la résilience communautaire

ODD	4, 5
Participant.e.s directes	21.711
Période du projet	15/06/2020 - 14/06/2022

Le Nil Occidental accueille la plus grande population réfugiée d'Afrique. Nous y renforçons les mécanismes communautaires et l'accès à l'information et aux services de protection de l'enfance. Après deux ans de fermeture, nous avons contribué à rétablir l'accès à une éducation inclusive et de qualité, en particulier pour les mineur.e.s non accompagné.e.s, les adolescent.e.s à risque de décrochage scolaire et les enfants et adolescent.e.s vulnérables.

«Le projet est arrivé à temps avec des interventions merveilleuses qui sont entrées dans les livres d'histoire de notre district. Celui-ci essaie de se relever tant bien que mal et de réparer les erreurs du passé.» District Education Officer à Terego

Merci à:

Donateurs.rices: la Coopération belge au développement et nos fidèles donateurs.rices









Niger | La résilience des jeunes

ODD	5, 8, 10, 16
Participant.e.s directes	800
Période du projet	Janvier 2022 - Juin 2023

Notre projet dans la région de Maradi, au Sud du Niger, vise à l'autonomisation et l'émancipation sociale des jeunes - en particulier les femmes - fragilisé.e.s par l'insécurité et les sécheresses récurrentes. Nous avons renforcé les capacités d'accès à un emploi durable et décent pour près de 800 jeunes, identifi.e.s au sein de six communautés villageoises. Le projet s'est basé sur une étude de marché préalable quant aux filières les plus porteuses et pertinentes. Les jeunes ciblé.e.s furent mis.e.s en contact avec les centres de formations et le secteur privé afin de leur garantir des formations inclusives, dignes et durables.

Merci à:

Donateurs.rices: la Coopération belge au développement et nos fidèles donateurs.rices









Ouganda | Une réponse agile à la COVID-19

ODD	1, 2, 3, 5, 6
Participant.e.s directes	49.392
Période du projet	01/12/2020 - 30/04/2022

La COVID-19 a cruellement exacerbé les besoins nés des crises humanitaires préexistantes. Sept ONGs belges alliées et le Consortium 12.12 ont apporté une réponse multi-sectorielle visant à réduire l'impact de l'épidémie. Plan International a répondu aux besoins critiques de la population ougandaise et de ses 1,5 million de réfugiés. Dans le Nil Occidental, 44.204 hôtes et réfugiées du district d'Adjumani ont reçu des services de santé et d'hygiène. Pour contrer la perte des moyens de subsistance, 1.240 personnes, dont plus de la moitié de femmes, ont été formées aux activités génératrices de revenus. 1,322 enfants ont participé à nos activités de protection de l'enfance.

Merci à:

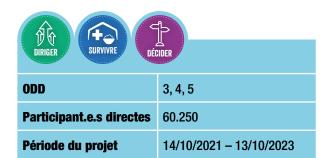
Donateurs.rices: la Coopération belge au développement et nos fidèles donateurs.rices





Mali – Rwanda – Ouganda | Assurer un

environnement protecteur



Au Mali, au Rwanda et en Ouganda, Plan International contribue à la création d'un environnement protecteur pour les enfants, adolescents et jeunes des communautés de personnes réfugiées et déplacées.

Le projet permet aux enfants et adolescent.e.s de s'épanouir, à l'abri de toutes formes de violence, y compris sexuelle, dans les communautés les plus touchées par les crises humanitaires sévissant dans les trois pays.

Grâce à la construction d'espaces récréationnels et éducatifs sûrs, les enfants et adolescent.e.s sont habilité.e.s à comprendre les risques et les comportements auxquels ils et elles peuvent être exposé.e.s et ont accès à des services adaptés à leur âge.

Au travers de séances de discussion sur les compétences parentales, les parents et les tuteurs des enfants seront encouragé.e.s à adopter des pratiques d'éducation positive afin d'améliorer la qualité des soins, la santé nutritionnelle et de réduire la négligence envers les enfants.

En assurant la participation de l'ensemble de la communauté et de ses leader.euse.s, le projet permet la mise en place et le renforcement des mécanismes et structures communautaires. Les communautés sont également sensibilisées aux questions relatives à la protection de l'enfance ainsi qu'à la prévention et à la réponse aux violences sexuelles et basées sur le genre.

Enfin, Plan International contribue à renforcer les capacités des services de prise en charge et d'accompagnement, en travaillant également avec des responsables gouvernementaux et partenaires de la société civile sur diverses thématiques telles que la protection de l'enfant, l'égalité des genres ou encore la lutte contre la négligence à l'égard des enfants et des adolescent.e.s.



Qu'avons-nous réalisé?

Au total, ce seront de plus de 60,250 personnes dont 36,705 enfants et adolescent.e.s qui bénéficient du programme à travers le Mali, le Rwanda et l'Ouganda.

En Ouganda:

1200 membres de la communauté ont été sensibilisés sur les questions de protection de l'enfance, de violence basée sur le genre, de sauvegarde des enfants et des jeunes, d'égalité des genres, de santé sexuelle et reproductive (ainsi que des droits qui en découlent) et des pratiques néfastes.

Au Rwanda:

- 125 jeunes hommes et 80 jeunes femmes âgées de 19 à 24 ans ont été formé.e.s à sensibiliser les jeunes de leur communauté à l'égalité des genres ainsi qu'aux droits et la santé sexuelle et reproductive.
- 368 parents et tuteurs participent à des groupes de discussion afin de les encourager à suivre des pratiques d'éducation positive.

Merci à:

Partenaire local : Projet implémenté au Mali en

partenariat avec AlphaLog

Donateurs.rices: la Coopération belge au

développement

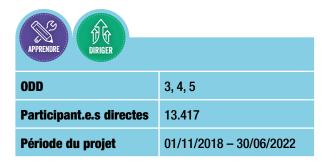








Sénégal | Grâce au sport, les filles cartonnent



Au Sénégal, le sport est un medium qui permet aux jeunes de s'exprimer et de participer aux décisions communautaires, tout en remettant en question des normes de genres.

Ces normes sont néfastes pour le bien-être et l'autonomisation, avant tout des jeunes filles. A travers leur participation à notre projet, celles-ci ont développé leur confiance en elles et l'esprit de coopération. Elles ont pu à de nombreuses reprises, en particulier au cours de tournois, se positionner comme leaders et faire passer des messages d'autonomisation et de lutte pour l'égalité des genres.

Facteur d'émancipation, le projet participe au changement de regard porté par la communauté sur la pratique sportive féminine, mais aussi par les jeunes filles sur leur propre positionnement au sein de cette communauté.

A travers la pratique du football et de l'athlétisme par les filles - en milieu scolaire comme communautaire - le projet renforce ainsi la confiance et l'engagement des communautés, des autorités locales, des structures éducatives et sportives qui soutiennent la marche vers l'égalité et le leadership des filles.

Les autorités locales se sont engagées aux côtés de Plan International et de Ladies' Turn pour assurer le suivi mais aussi la durabilité des interventions dans les communautés. Le Service Départemental du Sport de Thiès a mis en place un dispositif de suivi par les



associations communautaires qui permet de maintenir les acquis, et aussi de répliquer les activités les plus appréciées telles que le Street Football, une forme de football inclusif.

Qu'avons-nous réalisé?

- 14 nouvelles équipes féminines de football et d'athlétisme ont été constituées et formées aux techniques sportives et sur les violences basées sur les genres, les grossesses précoces non désirées et les mariages d'enfants.
- Elles se sont ajoutées aux 20 équipes mises en place dans la phase précédente du projet.

Merci à:

Partenaires locaux : Ladies'Turn, Boutique de Droits de Thiès, IA, FSA, Service Départemental des Sports de Thiès

Donateurs.rices : la Coopération belge au développement et nos fidèles donateurs.rices















Niger | Une perspective d'avenir

ODD	4, 5, 8, 16
Participant.e.s directes	4.950
Période du projet	01/04/2019 - 31/03/2023

Au Sud-est du Niger, nous œuvrons afin de renforcer la résilience des jeunes, améliorer leurs quotidiens et leur donner une perspective d'avenir. Pour ces jeunes, nous avons mis sur pied un programme de formations professionnelles et d'aide à l'emploi et à l'entrepreneuriat. Par ailleurs, nous contribuons aussi au renforcement de la cohésion sociale à travers la reconstruction d'espaces sportifs et culturels.

Merci à

Donateurs.rices: la Coopération belge au développement et nos fidèles donateurs.rices







Tanzanie | La voie vers l'emploi

ODD	4, 5, 8
Participant.e.s directes	2.111
Période du projet	01/11/2019 - 30/09/2021

L'accès à la formation professionnelle en Tanzanie répond à des normes de genres ancrées et pas toujours inclusives. En travaillant aux côtés des communautés et des autorités décentralisées, nous avons accompagné les jeunes vers des formations telles que la plomberie, la maçonnerie, la soudure, la technologie du tissus ou la production alimentaire. Ces jeunes ont été mis en lien avec les instituts de micro finance et les associations villageoises d'épargne et de crédit afin qu'ils elles puissent monter leurs activités. 23 d'entre eux ont obtenu des emplois salariés à l'issue des formations et 116 ont entamé des stages en entreprises.

«La formation que j'ai suivie m'a permis de décrocher un job. A présent, je suis une jeune femme autonome qui pourvoit à ses besoins », **Vivan Joseph, élève à Igoma**.

Merci à:

Partenaires locaux: VETA, SEDIT, SIDO

Donateurs.rices: Union Européenne, Enabel, VET Toolbox et nos

fidèles donateurs.rices













Sénégal | Une formation inclusive

ODD	4, 5, 8
Participant.e.s directes	851
Période du projet	01/12/2021 - 31/08/2022

Les jeunes en situation de handicap sont souvent exclu.e.s des systèmes traditionnels de formation et d'emploi. Par ce projet mené avec nos partenaires gouvernementaux décentralisés, nous épaulons les moins valides de 14 à 24 ans dans leur parcours de formation professionnelle. Grâce à des sensibilisations communautaires, des changements de comportement et de regard ont lieu, en particulier chez les parents. 82 apprenant.e.s ont monté leurs propres entreprises et disposent aujourd'hui d'activités autonomes. Les médias ont été mobilisés pour soutenir nos efforts par la diffusion de messages associant handicap, formation et emploi.

Merci à:

Partenaire local: Inspection d'Académie, l'Institut

Donateurs.rices: Organisation Internationale de la Francophonie et

nos fidèles donateurs.rices





Malawi | Accès aux marchés agricoles et résilience

ODD	5, 8, 12
Participant.e.s directes	25.200
Période du projet	20/12/2021 - 20/12/2025

Au Malawi, l'accès à l'information sur les marchés agricoles est très inégal, en particulier au détriment des jeunes et des femmes. Ainsi, ils. elles font face à des obstacles pour la mise en place d'une production commerciale viable et durable. Avec le soutien de LUANAR, nous travaillons à la mise à disposition de services d'information localisés tout en renforçant les capacités entrepreneuriales des coopératives. L'objectif : offrir davantage d'opportunités aux jeunes de construire la résilience de leurs productions agricoles.

Merci à:

Partenaire local : Lilongwe University of Agriculture and Natural Resources (LUANAR)

Donateurs.rices: Government of Flanders et nos fidèles

donateurs.rices







Bénin | Sécurité sur le chemin de l'école

ODD	3, 4, 5
Participant.e.s directes	17.886
Période du projet	01/01/2017 - 31/12/2021

Pour une éducation de meilleure qualité et un environnement scolaire qui protège, Plan International a priorisé la formation des enseignant.e.s. Nous avons ainsi permis à ceux-ci de mieux répondre aux besoins spécifiques d'enfants en situation de handicap, de mieux comprendre les principes et méthodes d'éducation à la non-violence, et d'assurer une meilleure protection des filles et garçons contre les harcèlements et violences basées sur le genre. Nous avons aussi accompagné et sensibilisé les parents à l'importance du maintien des enfants à l'école, en particulier les filles et les enfants en situation de handicap, afin de préserver leurs chances d'intégrer le marché de travail. Les comités villageois de protection des enfants veillent à ce que les autorités locales soient à la fois transparentes et attentives aux intérêts des enfants.

Merci à:

Partenaires locaux: CBDIBA, CBO-EPT, IFMA, FEE-Dev Donateurs.rices: la Coopération belge au développement, L'Union Royale Belge de Football et nos fidèles donateurs.rices













Bénin | L'inégalité hors-jeu!

ODD	1, 3, 4, 5
Participant.e.s directes	2.110
Période du projet	19/11/2020 - 31/12/2023

Afin d'encourager l'autonomisation sociale des filles et l'égalité des genres dans la province de l'Atacora, nous avons mis en place soixante équipes de football mixtes. Par le sport, les filles acquièrent confiance en elles, esprit d'équipe ainsi que le respect de la communauté qui les reconnait comme agents de changement en leur sein. Grâce à des activités de sensibilisation en marge des entrainements, les filles développent les connaissances et compétences nécessaires à la prise de décisions sur leur santé sexuelle et reproductive. De plus, le projet permet de créer des emplois liés au sport, tels que des professeur.e.s d'éducation physique ou des entraîneur.euse.s.

Merci à:

Partenaire local: SNA

Donateurs.rices: l'Agence Française de Dévelopement et la FIFA









Bénin | Pour une éducation de qualité

ODD	4, 5
Participant.e.s directes	34.000
Période du projet	01/12/2019 - 30/11/2023

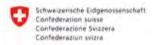
Au Bénin, les inégalités de genre, l'insécurité et le manque d'infrastructures et d'enseignants entraînent de nombreux décrochages scolaires, en particulier chez les filles. Pour y faire face, nous soutenons les élèves avec des groupes d'épargne et de crédit et de l'accompagnement scolaire. Nous appuyons aussi les centres éducatifs et leurs enseignants via la formation, la sensibilisation aux questions de genre, la réhabilitation des salles de classe, des latrines ainsi que des postes de lavage de mains et des points d'eau potable. L'accès à l'école des enfants vivant avec un handicap moteur est assuré par la distribution des vélos tricycles.

Merci à:

Partenaire local: DEDRAS

Donateurs.rices: DDC (coopération Suisse) et nos fidèles

donateurs.rices







Bénin | Briser le tabou

ODD	3, 5
Participant.e.s directes	10.620
Période du projet	04/2020 - 12/2021

Dans une société où la sexualité est taboue, la planification familiale reste une notion étrangère pour beaucoup. Nous formons le personnel de santé et équipons les centres de stocks de préservatifs et produits contraceptifs. Nous proposons des services de planification familiale et de santé maternelle, en particulier aux adolescent.e.s et aux jeunes. Outre les associations de jeunes et personnes-relais que nous formons au sein des communautés, nous travaillons avec les leaders communautaires et les parents afin de les sensibiliser à la prévention des mariages d'enfants. Nous distribuons des kits d'information sur les grossesses non-désirées ou les maladies sexuellement transmissibles. Enfin, nous formons des jeunes pour leur permettre de communiquer sur ces sujets.

Merci à:

Partenaires locaux: GRASID, SNA

Donateurs.rices: UNFPA et nos fidèles donateurs.rices



L'ÉTAT DES DROITS DES FILLES DANS LE MONDE

Cerner les problèmes pour apporter des solutions

Cette année, nous avons conduit des recherches dans sept pays prioritaires de la coopération – Bolivie, Equateur, Sénégal, Bénin, Niger, Tanzanie, Vietnam – pour comprendre quelle était la situation des droits des filles dans le monde. L'objectif ? Recueillir des informations fiables et cohérentes afin de construire un programme de cinq ans qui réponde aux besoins des filles, des adolescentes et des jeunes femmes. Les données que nous avons collectées ont nourri des analyses qui nous ont permis de comprendre que les inégalités de genre affectent les filles au quotidien et prennent des formes diverses : violences, déscolarisation, manque d'opportunités économiques.

Des réalités qui varient d'un contexte à l'autre, et pourtant très similaires

Les mariages précoces sont une forme de violences particulièrement répandues qui affectent les adolescentes. Deux filles sur trois sont mariées avant leurs 18 ans au Niger, le pays qui comptabilise le plus haut taux de mariages précoces au monde ; c'est une sur trois au Sénégal, au Bénin, en Tanzanie, et une fille sur cinq en Bolivie et en Equateur. Derrière ces moyennes par pays se cachent des grandes disparités : les filles en situation d'extrême pauvreté, issues de minorités ethniques ou de communautés indigènes, sont plus particulièrement touchées.

En matière de scolarisation, les infrastructures scolaires, la distance pour aller à l'école et les violences en milieux scolaires pèsent sur l'accès des filles à l'école, et sur la qualité de leur apprentissage.

Enfin, lorsqu'elles veulent entrer sur le marché du travail, les tâches ménagères et les faibles revenus qu'elles gagneront les découragent d'investir dans leur carrière. Dans les sept pays où nous avons mené notre étude, il y a systématiquement plus de jeunes femmes qui ne sont ni en emploi, ni en éducation, ni en formation, que de jeunes hommes.

« On dit aux filles d'être gentilles, on dit aux garçons d'être libres »

Pour comprendre les causes de ces violences et de ces discriminations, nous avons interagi avec les membres des communautés où nous gérons des programmes. Systématiquement, dans tous les contextes, il ressort que la place des filles est dans la sphère domestique. Les normes de genre – ce qui est attendu socialement des individus en fonction de leur genre – condamnent les filles à l'obéissance, au mariage, à la maternité, aux tâches domestiques. Leur émancipation n'est pas valorisée, et les violences qu'elles subissent sont souvent justifiées, ou en tout cas acceptées, « pour préserver l'harmonie de la communauté et de la famille ».

Toutes choses égales par ailleurs, des compétences qui manquent

Parce que leur émancipation est moins valorisée, l'éducation des filles n'est pas priorisée. En Tanzanie, au Niger, au Bénin et au Sénégal, la part des jeunes femmes qui savent lire et écrire est toujours plus faible que celle des jeunes hommes. Elles passent donc à côté de l'apprentissage de compétences essentielles. En outre, les filles ont peu de temps de loisir et d'occasions pendant lesquelles elles développent des compétences de leadership, de travail d'équipe, à travers le sport par exemple.



La pauvreté aggrave les inégalités

Les filles des familles les plus pauvres sont particulièrement affectées par les inégalités de genre. Le manque de ressources pour envoyer les filles à l'école est un facteur incontournable de la déscolarisation. Au Sénégal par exemple, les filles les plus aisées sont deux fois plus susceptibles d'aller à l'école primaire, et cinq fois plus susceptibles d'aller à l'école secondaire, par rapport aux filles les plus pauvres. De la même manière, les mariages précoces sont plus courants chez les familles les plus pauvres, dans les communautés rurales et défavorisées. Au Bénin, 33% des filles de 15 à 19 les plus pauvres sont mariées, contre 6% des filles les plus aisées.

Des cadres législatifs qui peinent à protéger les filles, malgré des défis toujours plus importants

Malgré la ratification des traités internationaux protégeant les filles des mariages précoces et des violences, les cadres législatifs nationaux autorisent des exceptions qui vont à l'encontre des droits des filles. Les traités viennent aussi parfois en contradiction avec des droits coutumiers. Pourtant, il est urgent de renforcer les droits des filles, car ils sont de plus en plus menacés. La crise de la COVID-19 l'a montré : les crises affectent au premier rang les filles. La crise climatique, les conflits armés au Sahel, sont autant de menaces immédiates qui nous poussent à agir pour l'égalité.

Répondre à des problèmes complexes par un programme holistique

Plan International Belgique a développé avec les collègues des 7 pays partenaires, un programme de cinq ans, qui vise à soutenir l'émancipation sociale et l'autonomisation économique des filles, des adolescentes et des jeunes femmes. Ce programme est financé par la Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire (DGD), et court de janvier 2022 à décembre 2026.

En pratique, nous mettons en place trois approches complémentaires pour répondre aux besoins des filles. D'une part, nous renforçons la qualité de l'environnement scolaire, pour s'assurer que les filles apprennent dans un environnement exempt de violences, adapté à leurs besoins. D'autre part, nous mobilisons les membres de communautés pour prévenir les violences basées sur le genre, notamment les mariages précoces, et permettre aux filles de s'épanouir et de mener des initiatives dans leurs communautés. Enfin, nous accompagnons les jeunes femmes dans leur projet de formation et d'emploi, en facilitant leur participation à des formations techniques et professionnelles, et en soutenant la mise en place d'activités génératrices de revenus.

Une approche partenariale, qui vise les adolescentes et les jeunes femmes

L'adolescence est un âge pivot – les normes de genre et les attentes vis-à-vis des filles se traduisent à cet âge-là par des pratiques néfastes. En effet, le décrochage au secondaire et les mariages précoces concernent les adolescentes, qui subissent en outre des violences et souffrent de discriminations liées à leur genre et à leur âge. Les jeunes femmes rencontrent des obstacles à l'emploi, ou à la création de leur propre entreprise, puisqu'elles jonglent avec les tâches domestiques dont on leur attribue l'entière

responsabilité. Nous avons donc ciblé les adolescentes et les jeunes femmes âgées de 10 à 24 ans.

Nous travaillons à renforcer leurs compétences, leur leadership, leur estime et leur confiance en soi. Les activités sont menées de manière collaborative avec les filles et les jeunes femmes, leurs parents, les membres des communautés – y compris les garçons qui s'engagent comme alliés pour l'égalité, les leaders traditionnels et religieux –, les enseignant.e.s, les organisations de la société civile, les autorités locales et nationales, les acteurs privés.

PROGRAMME MULTI-PAYS

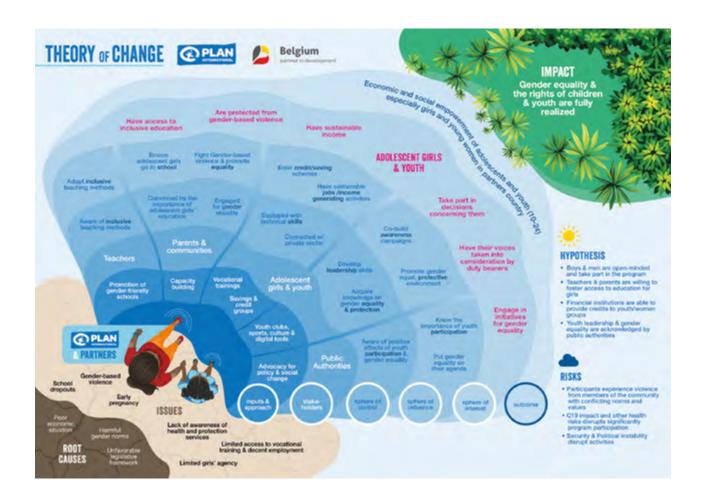
- Bolivie, Equateur, Sénégal, Bénin, Belgique, Niger, Tanzanie, Vietnam
- 2022-2026
- Financé par la Coopération belge

PLUSIEURS THÉMATIQUES

- Prévenir et répondre aux violences
- Renforcer l'environnement scolaire
- Accompagner leur entrée sur le marché du travail

GROUPES CIBLES

- Adolescent.e.s et jeunes femmes
- Leurs alliés dans la communauté
- Les parents, tuteurs et tutrices
- Les enseignant.e.s
- Les leaders traditionnels







Bolivie | Bien-être et égalité depuis la petite enfance

APPRENDRE	
ODD	2, 3, 4, 5
Participant.e.s directes	13.895
Période du projet	01/01/2017 - 31/12/2021

Les premières années de la vie sont essentielles à l'épanouissement de l'individu, à l'évolution de la famille et de la communauté. Avec Plan International, les enfants de l'Altiplano bénéficient d'une meilleure nutrition, améliorent leur psychomotricité et jouissent d'un cadre familial et communautaire protecteur.

Dans les communautés rurales des départements de Chuquisaca et de La Paz, les conditions de développement des jeunes enfants sont rudes. Les services de base sont limités. Les jeunes parents sont souvent démunis. Avec notre partenaire Prometa, nous avons développé une approche globale des besoins des enfants, assurant notamment une parentalité positive dès le plus jeune âge et une transition douce vers la scolarité primaire. Parents, enseignants, services de santé, autorités communautaires et municipales : toutes et tous sont impliqués. Plusieurs localités ont ainsi voté des lois de protection, nommé du personnel dédié et élaboré des plans de santé spécifiques. Une sensibilisation à la masculinité positive a permis d'associer davantage les pères aux travaux ménagers et d'éducation. La construction de jouets avec des matériaux locaux et la mise en place des potagers familiaux les a également rapprochés des besoins essentiels de leurs enfants.

C'est un projet à long terme pour les enfants. On en verra certainement les fruits quand ils seront adultes, quand il y aura dans le village des femmes et des hommes, avec les capacités pour répondre aux défis. C'est ça l'objectif du projet.

Silverio Bautista Mamani, ex- conseiller municipal

Ou'avons-nous réalisé?

- 3.520 jeunes filles et 3.824 jeunes garçons de moins de 8 ans ont bénéficié d'un encadrement intégral de la part de leurs parents et des services de base (santé et éducation)
- 3.450 mères et 2.677 pères ont adopté les pratiques de parentalité positive
- Des légumes et produits sains issus de plus de 160 potagers familiaux ont contribué à la diminution des taux de malnutrition des enfants bénéficiaires de 28,6% (en 2017) à 11,3% (en 2021), tout en leur assurant un meilleur équilibre nutritionnel
- 112 ateliers ont été organisés à l'attention des parents des 4 municipalités concernées, dédiés à la parentalité (et la masculinité) positive, la confection de jouets, les techniques de stimulation précoce.

Merci à:

Partenaire local: PROMETA

Donateurs.rices : la Coopération belge au développement et nos fidèles donateurs.rices







Bolivie | L'égalité de genre en action

ODD	3, 5
Participant.e.s directes	4.999
Période du projet	01/06/2020 - 31/12/2021

D'accord pour un corps sain dans un esprit sain... mais alors dans un environnement, sain lui aussi, d'égalité des genres. Voilà ce que propose aux adolescent.e.s le football social, développé auprès de quarante écoles secondaires de l'Altiplano de La Paz et de la zone amazonienne de Santa Cruz. Dans les équipes mixtes, les règles de respect et d'égalité sont fixées par les joueurs.es. Chacun.e a sa place. 4.999 filles et garçons ont renforcé leur confiance et leur engagement pour changer les règles machistes dominantes. C'est toute la communauté qui s'implique : parents, autorités locales, professeurs, ... Un football où tout le monde est gagnant !

Merci à:

Donateurs.rices: UEFA foundation for children et nos fidèles

donateurs.rices







Bolivie | Renforcer la résilience post COVID-19

ODD	3, 6
Participant.e.s directes	89.594
Période du projet	01/10/2021 - 30/03/2023

La COVID-19 a considérablement perturbé le système de santé en Bolivie. Elle a aussi exacerbé les inégalités, en impactant surtout les populations indigènes isolées, sans accès direct aux services de santé. Notre action, mise en œuvre conjointement avec l'OPS/OMS et le PNUD, renforce la capacité des réseaux de santé locaux dans la région de Santa Cruz et auprès des communautés guaranies pour mieux prévenir, détecter et contrôler les épidémies. Plan travaille sur l'amélioration des infrastructures et les bonnes pratiques d'hygiène. 578 familles ont reçu des kits d'hygiène menstruelle et 494 familles ont reçu des bougies filtre à eau en céramique.

Merci à:

Donateurs.rices: l'Union Européenne, aide humanitaire (ECHO) et nos fidèles donateurs.rices







Equateur | Leadership féminin à l'école

ODD	5, 10, 11
Participant.e.s directes	959
Période du projet	01/07/2021 - 30/06/2022

En Equateur, des normes sociales et de genres très ancrées banalisent les violences envers les filles et les femmes dans leur foyer, leur communauté et à l'école. A Guayaquil, plus de 600 filles et jeunes femmes de huit à dix-sept ans développent leur estime de soi et leurs capacités de communication au sein de nos vingt « écoles de leadership ». Les filles apprennent à identifier et remettre en cause ce qui dévalorise leur potentiel et entrave leurs projets de vie, ainsi qu'à reconnaître et dénaturaliser la violence, à se concevoir en tant que personnes avec des droits, et méritant des chances égales à celles des garçons et des hommes.

Merci à:

Partenaire local: la Municipalité de Guayaquil

Donateurs.rices: la Municipalité de Guayaquil et nos fidèles

donateurs.rices













Vietnam | Soutenir les plus jeunes

APPRENDRE	
ODD	4, 5, 13
Participant.e.s directes	5.425
Période du projet	01/01/2017 - 31/12/2021

Le Vietnam abrite de nombreuses communautés rurales, dans lesquelles la situation des enfants est souvent aggravée par les aléas environnementaux. En partenariat avec Vietnam Women Union, nous améliorons les compétences d'adaptation des enfants et de leurs communautés aux changements climatiques, en particulier pour les minorités ethniques.

Avant la mise en place du projet, les communautés disposaient d'une connaissance limitée des risques liés à l'environnement. Elles continuaient également à promouvoir des pratiques traditionnelles aux conséquences nuisibles, comme le fait de brûler du bois pour cuisiner, potentiellement dangereux pour la santé des enfants.

Depuis, en collaboration avec les communautés concernées, de nombreuses initiatives ont été introduites en leur sein et dans les écoles. Il s'agit notamment de l'élaboration de jouets et terrains de jeux, de la confection de supports d'apprentissage utilisant des matériaux locaux, de l'élevage de vers pour produire

des engrais et de la construction de fourneaux sans fumée. Ces activités ont contribué à améliorer la nutrition des enfants et créer un environnement sain et sûr pour leur développement.

Qu'avons-nous réalisé?

- 98.5% d'enfants ont acquis de meilleures connaissances et pratiques en matière d'environnement
- 1,611 enfants ont directement participé à des activités en matière d'environnement
- 83.7% de parents et 100% des enseignant.e.s ont acquis de meilleures connaissances et pratiques en matière d'environnement
- 734 collaborateur.rice.s au sein de notre partenaire et des autorités locales ont été formés sur la réduction des risques de catastrophes naturelles et l'adaptation au changement climatique
- 100% des écoles concernées ont développé des plans d'action pour intégrer la prévention des risques liés aux catastrophes naturelles dans leurs programmes éducatifs

Merci à:

Partenaire local: Vietnam Women Union (VWU) Donateurs.rices: la Coopération belge au développement et nos fidèles donateurs.rices









Vietnam | Informer les jeunes par voie digitale

ODD	5
Participant.e.s directes	17.744
Période du projet	01/07/2020 - 30/06/2023

Afin d'informer sur leurs droits les jeunes issu.e.s des minorités ethniques, nous avons développé une plateforme numérique et produit divers contenus de sensibilisation dont des clips vidéo, des jeux et des livrets informatifs. Nous promouvons la plateforme via des panneaux installées dans les communautés et organisons divers événements et formations sur les dangers d'internet, les risques de mariage d'enfants et la traite d'êtres humains ainsi que des présentations à la presse et aux autorités locales. Les jeunes du projet participent activement à des dialogues politiques avec les autorités pour faire entendre leur voix.

Merci à:

Partenaire local: ISDS (Institute for Social Development Studies)

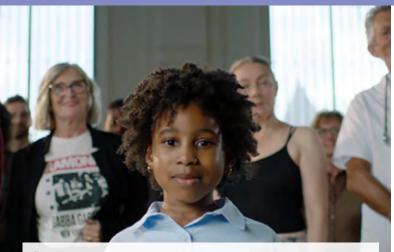
Donateurs.rices: l'Union Européenne et nos fidèles donateurs.rices







METTEZ LES ENFANTS AU CŒUR DE VOTRE TESTAMENT



Saviez-vous que vous pouvez inclure Plan International Belgique dans votre testament ? En nous confiant une partie de votre héritage, vous contribuez à un monde meilleur pour les générations futures. Grâce à votre legs, vous nous aidez à poursuivre notre mission pour qu'un plus grand nombre d'enfants grandissent avec des chances égales et puissent réaliser leurs rêves.

Nous publions un **magazine sur les legs** tous les trois mois et organisons régulièrement des **séances d'information** sur la planification de la succession et les legs. Ces réunions sont entièrement gratuites et sans engagement. Envoyez un courrier ou appelez notre spécialiste **Luc Schollaert** (voir coordonnées ci-dessous) et vous serez tenu informé de la suite.

Vous souhaitez un entretien personnel sans engagement, avec notre spécialiste? Bien sûr, c'est aussi une possibilité!

Notre objectif est de vous informer de façon optimale, afin que vous puissiez décider en toute connaissance de cause de la destination de votre patrimoine.

Vous voulez en savoir plus?

Contactez Luc Schollaert au 02 504 60 38 ou à l'adresse info.testament@planinternational.be ou consultez notre site web: www.planinternational.be/fr/testament

VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE EN MILIEUX SCOLAIRE ET D'APPRENTISSAGE



Ces dernières décennies, tous les pays ont connu des progrès historiques en matière d'accès à l'école. Le défi auquel Plan International répond aujourd'hui concerne la qualité de l'éducation et le maintien à l'école des adolescentes, souvent les premières à décrocher. Plusieurs facteurs de risque : distances longues à parcourir, manque d'infrastructures, risques de mariages précoces, temps consacré aux tâches domestiques, mais aussi les violences basées sur le genre en milieu scolaire.

De fait, chaque jour, des filles et garçons sont confronté.e.s à de nombreuses formes de violences physique, sexuelle et psychologique dans et autour de l'école, et dans leur environnement de travail et d'apprentissage. Il s'agit là de l'une des pires formes de discrimination de genre. Cette année, nous avons mené des évaluations rigoureuses de deux projets focalisés sur la prévention et la réponse aux violences - l'un au Niger, et l'autre au Bénin. Les données fiables sont rares pour bien estimer le phénomène : elles ne sont pas collectées systématiquement par les structures scolaires, et lorsque des enquêtes sont menées, les élèves ont tendance à sous-rapporter ces violences, soit parce qu'elles sont taboues, soit par peur de représailles. Dans le cadre de nos projets, nous avons donc tenté de comprendre la fréquence des violences et les causes profondes, pour pouvoir proposer des réponses adaptées.



Les filles sont souvent bloquées quand elles n'accueillent pas les professeurs qui veulent nouer des relations amoureuses avec elles.

Abus fréquents

Au Niger par exemple, 50% des enfants ont déjà subi des violences infligées par un.e enseignant.e. Malgré l'interdiction légale de recourir aux châtiments corporels, la pratique reste répandue. Plus taboues et largement sous-estimées, les violences sexuelles sont aussi une réalité. En cause, des pratiques disciplinaires violentes, considérées comme ordinaires, voire nécessaires, par les parents et les leaders communautaires. La majorité des élèves et des enseignant.e.s consulté.e.s déclarent aussi être au courant d'au moins un cas d'abus sexuel entre élèves et enseignant.e.s. Dans ces conditions, les familles considèrent parfois qu'il est plus risqué pour une adolescente d'aller à l'école... que de ne pas y aller.

Notre programme au Bénin ciblait également les apprenti.e.s et adolescent.e.s qui suivent un cursus technique. Si les données sont difficiles à collecter dans l'enseignement primaire et secondaire formel, le défi est encore plus grand dans les milieux d'apprentissage, qui sont moins formalisés. Pourtant, le public y est encore plus fragile, et donc exposé au risque de violences physiques et sexuelles.

Une approche holistique

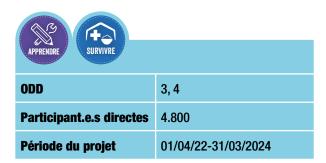
Ces violences sont complexes, ancrées dans des normes, des coutumes et des pratiques. Pour autant, elles ne sont pas une fatalité. Elles résultent d'un système reposant sur des inégalités de pouvoir, qui favorisent et banalisent leur exercice. Pour fonctionner, les stratégies clés doivent donc s'inspirer d'une approche holistique, et impliquer toutes les parties prenantes dans l'école mais aussi la communauté. Les comités de gestion scolaire sont accompagnés pour mettre en place des codes de conduite. Les enseignant.e.s sensibilisé.e.s aux violences mettent en place des règles différentes dans leur classe : une participation encouragée des filles et une répartition plus équitable des tâches. Les sensibilisations mises en place par Plan International et ses partenaires permettent également aux jeunes d'identifier les violences, de les nommer, de les reconnaître, et d'apprendre à les dénoncer.



Pologne et Roumanie

Soulager les réfugiés ukrainiens

L'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022 a provoqué un exode massif de réfugié.e.s quittant l'Ukraine pour des pays voisins. En Roumanie, on compte actuellement plus de 86.00 réfugié.e.s, alors que la Pologne en accueille plus de 1.4 millions, majoritairement des femmes et des enfants, selon l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés.



En **Roumanie**, Plan International aide les enfants et adolescent.e.s ayant fui l'Ukraine afin qu'ils et elles puissent bénéficier, dès leur arrivée, d'un accès ininterrompu à une éducation sûre, inclusive et de qualité, tout en veillant à leur bien-être psychosocial, ainsi que celui de leurs familles et enseignants. De plus, des activités récréatives entre enfants ukrainien.ne.s et roumain.e.s ont été réalisées afin de favoriser leur intégration.

Qu'avons-nous réalisé?

- Plus de 1379 enfants réfugié.e.s ukrainien.ne.s sont inscrits dans des espaces d'apprentissage temporaires
- 172 enfants bénéficient de cours de langue afin de faciliter leur intégration
- 375 tablettes ont été distribuées pour qu'ils/elles puissent également suivre les programmes scolaires du gouvernement ukrainien en ligne.
- 53 enseignant.e.s ont été recruté.e.s et formé.e.s sur les principes d'une éducation multiculturelle et inclusive

APPRENDRE SURVIVRE	
ODD	3, 4
Participant.e.s directes	540
Période du projet	01/07/2022 - 30/06/2023

En **Pologne**, Plan International soutient les enfants ukrainien.ne.s et leurs parents par le biais d'activités de soins, d'éducation et de divertissement, tout en contribuant à leur intégration dans la société polonaise. Le projet améliore l'accès aux services de garde pour les enfants de 0 à 4 ans. Les communautés locales et de réfugié.e.s ont aussi accès à des activités de cohésion sociale afin de renforcer leur intégration et de prévenir la xénophobie.

Qu'avons-nous réalisé?

- 9 centres de gardes quotidiennes et d'un centre d'accueil seront mis en place.
- 36 mères ukrainiennes suivront une formation sur le développement de la petite enfance en vue de favoriser leur intégration sur le marché de l'emploi

Merci à:

Partenaires locaux : Jesuit refugee Services (JRS), Fondation pour le développement des enfants (FRD) Donateurs.rices : Consortium 12-12



NOS PARTENAIRES À L'INTERNATIONAL

La valeur ajoutée de l'expertise locale

Le partenariat et le renforcement de la société civile sont au cœur de l'approche de Plan International. Ainsi, nous travaillons avec de nombreuses associations locales. Celles-ci maîtrisent les thématiques et sont solidement ancrées dans les communautés. Leur apport est essentiel.

BÉNIN

CBDIBA – Centre Béninois pour le Développement des Initiatives à la Base – développe une expertise en matière de protection des filles et d'Associations Villageoises d'Epargnes et Crédits. CBDIBA est notre partenaire depuis plusieurs années. **cbdiba.org**

CBO-EPT – Coalition Béninoise des Organisations pour l'Education Pour Tous – est principalement active dans des projets et campagnes de défense et d'amélioration de l'accès à l'éducation. Représentant de la société civile béninoise pour le droit à l'éducation, CBO-EPT est notre partenaire depuis plusieurs années. **cbo-ept.org**

FEE-Dev – Femme, Enfants et Environnement pour le Développement – se concentre sur l'appui à l'éducation et à la protection de l'enfance dans le nord du pays. **facebook.com/pg/ongfeed/posts/**

IFMA – Institut des filles de Marie-Auxiliatrice des Sœurs Salésiennes de Don Bosco – œuvre à l'émancipation et à la formation des jeunes filles dans les provinces du sud du pays. Organisation dépendante des Sœurs Salésiennes, IFMA collabore à notre volet protection, notamment grâce à ses centres d'accueil pour jeunes filles maltraitées.

salesianedonboscobenin.org

DEDRAS promeut la justice sociale et le bien-être des communautés défavorisées. DEDRAS met en œuvre une grande partie des activités de notre projet AGIR dans le nord du Bénin (l'Atacora). https://dedras-benin.org/

GRASID – Groupe d'Actions pour la Solidarité et d'Initiatives de Développement – soutient les personnes et communautés vulnérables et est partenaire de notre projet sur les droits sexuels et reproductifs mis en œuvre avec l'appui de l'UNFPA. **grasidong.org**

SNA – Sud-Nord Actions – est une ONG béninoise de promotion des cultures locales et de développement communautaire. Elle a été fondée en 2000. Son siège social est basé à Djougou, ville de 200 000 habitants du Nord du Bénin. L'association œuvre à la valorisation et la promotion du patrimoine culturel traditionnel des départements de la Donga et de l'Atacora (deux départements du Nord-Ouest du Bénin).

BOLIVIE

FAUTAPO, la fondation Education pour le Développement, offre aux jeunes filles et garçons des formations à des métiers techniques dans le secteur de la production (agriculture,

transformation, commercialisation...). C'est un acteur clé du renforcement social et économique des zones rurales **fundacionautapo.org**

L'ONG **PROMETA** (protection de l'environnement de Tarija) est spécialisée dans la protection des ressources naturelles et la formation des jeunes, partenaire depuis plusieurs années dans l'accompagnement des jeunes enfants. **Prometa.org.bo**

BURKINA FASO

L'Association des Jeunes pour la Protection de l'Environnement et d'Elevage (AJPEE) est une organisation de droit burkinabè et intervient dans les domaines de la sécurité alimentaire, la gestion des ressources naturelles, de l'humanitaire (secours d'urgence, réhabilitation, adaptation aux changements climatiques, construction de la résilience), de la sante publique, l'hygiène et l'assainissement, de la bonne gouvernance, de l'éducation et le renforcement des capacités, des droits humains et la lutte contre les inégalités sociales. http://www.ajpee.net/

Search for Common Ground (SFCG) est une OSBL qui exploite des bureaux dans 36 pays et dont la mission est « transformer la façon dont le monde traitent les conflits en s'éloignant des approches de confrontation et en s'approchant de solutions coopératives. »

https://www.sfcg.org/burkina-faso/

L'Association pour le Développement Communautaire/ Promotion des Droits de l'Enfant (ADC/PDE) est une organisation de droit burkinabè à vocation non lucrative œuvrant dans la mise en œuvre de projets de développement et humanitaires. Elle intervient dans la région du Centre Nord.

MΔIΔW

LUANAR – Lilongwe University of Agriculture and Natural Resources – est la troisième plus grand université du Malawi. L'université est spécialisée dans l'accompagnement des étudiant.e.s afin qu'ils.elles s'épanouissent dans l'acquisition de compétences en l'entrepreuneuriat agricole, sécurité alimentaire, gestion durable des ressources. LUANAR travaille à la recherche de solutions et d'approches innovantes dans le domaine du développement agricole, avec une emphase sur l'autonomisation des jeunes. https://luanar.ac.mw/

MALI

Association Libre pour la Promotion de l'Habitat et du Logement (ALPHALOG) est une ONG malienne dont l'objectif premier réside dans l'amélioration des conditions socio-économiques des groupes défavorisés, c'est-à-dire les femmes et les adolescentes, les enfants et les jeunes diplômés sans emploi.



NIGER

AEC – Alternative Espaces Citoyens – œuvre à une société démocratique et ouverte, fondée sur l'égalité des droits humains. AEC est spécialisée dans l'analyse des politiques publiques et des budgets de l'Etat et collectivités.

https://www.alternativeniger.net/

ANTD – Association Nigérienne pour le Traitement de la Délinquance et la prévention du crime – travaille sur la protection et les droits des enfants, notamment dans les domaines de la lutte contre la pauvreté et contre toutes formes d'exploitation. **antd-niger.blogspot.be**

ASO-EPT Niger – Coalition Nationale des Associations Syndicats et ONG pour la Campagne Education pour Tous – promeut un accès gratuit et universel à une éducation de qualité durable pour tou.te.s, à travers le renforcement des capacités de ses 58 organisations membres.

asoeptniger.com

CONIDE – Coalition des Organisation Nigérienne des Droits de l'Enfant – regroupe des ONG et des associations actives dans la sensibilisation, le suivi, et surtout le plaidoyer sur les questions de droits et de protection de l'enfant au Niger.

freedomunited.org/partner/conide

DIMOL promeut la santé reproductive et la maternité sans risque, lutte contre les pratiques traditionnelles néfastes, et plaide pour les conventions internationales de protection des filles. **dimolniger.org**

GAMA – Groupe d'Appui au Mouvement Associatif – dispose d'une forte expérience dans la promotion de l'entreprenariat, et dans la mise en place et l'animation d'AJEC (association des jeunes pour l'épargne et de crédit) et d'AVEC (Association villageoise d'épargne et de crédit).

Médecins du Monde est une ONG internationale de développement médical faisant partie d'un réseau international qui fournit de part le monde, une assistance médicale aux groupes vulnérables, y compris les femmes.

http://www.medecinsdumonde.be/

POLOGNE

FRD – Foundation for Child Development – gère le programme SPYNKA qui vise à aider les mères et les enfants ayant fui l'Ukraine à s'adapter aux nouvelles conditions et à préparer leurs enfants à l'intégration dans le système éducatif.

https://www.frd.org.pl/en/

ROUMANIE

JRS – Jesuit Refugee Service – accompagne les réfugiés dans leur nouvelle vie - en les emmenant à des rendez-vous, en leur offrant des conseils et en les orientant vers les services nécessaires. https://jrs.net/en/country/romania/

SENEGAL

Ladies' Turn promeut la pratique du football féminin via la communication, le plaidoyer, la formation de mentors et de l'encadrement ainsi que l'appropriation communautaire. **ladiesturn.org**

FSA – la Fédération Sénégalaise d'Athlétisme – apporte un appui technique via des échanges entre ses membres de connaissances, expériences, opinions et décisions sur la politique de sauvegarde des enfants et des jeunes. IA – l'Inspection d'Académie – met en œuvre les politiques de développement du secteur de l'Education et de la Formation à l'échelle de la région pour contribuer à l'atteinte des objectifs des programmes nationaux, et régionaux en référence à la loi d'orientation en vigueur. L'IA pilote, coordonne, accompagne l développement des lycées, centres de formation régionaux et autres structures rattachées à l'éducation et à la formation. http://www.jo.gouv.sn/spip.php?article9666 https://senegalservices.sn/service-administratif/inspections-dacademie

La Boutique de Droits de Thiès fournit un service d'accompagnement juridique et judiciaire à la population, particulièrement aux femmes victimes de discrimination qui n'ont pas les moyens de porter leurs problèmes au niveau de la justice en leur apportant une assistance juridique et une prise en charge psychosociale. Elle offre également des services de formation pour la promotion d'une gestion efficace des Violences Basées sur le Genre. http://femmesjuristes.org/

Service Départemental du Sport est une représentation locale décentralisée du Ministère des Sports du Sénégal. Au-delà de promouvoir la pratique sportive, le ministère et ses instances décentralisées sont chargées du maintien des infrastructures, de l'organisation des événements sportifs et de l'encadrement de la formation. https://www.sports.gouv.sn/#

TANZANIE

VETA – Vocational Education and Training Authority - est l'institution nationale de formation professionnelle responsable des programmes, de la qualité des cours, de l'examen et la certification dans les établissements de formation affiliés. **veta.go.tz/about-us**

SEDIT – Social and Economic Development Initiatives of Tanzania –est une organisation fondatrice du modèle VICOBA – «Village Community Banks» – des instances bancaires locales. SEDIT a plus de 15 ans d'expérience auprès des groupes de jeunes d'épargne et de crédit ainsi qu'en mircrofinance et formation au micro-entrepreunariat.

SIDO – Small Industries Development Organizations - est une organisation non gouvernementale qui soutient le développement de petites et moyennes entreprises.

https://www.sido.go.tz/

https://www.seditvicoba.or.tz/

VIETNAM

VWU – Vietnam Women's Union – représente les droits et intérêts des femmes vietnamiennes, œuvre pour leur développement ainsi que l'égalité des genres, avec plus de 19 millions de membres. **www.hoilhpn.org.vn**

L&L – Live and Learn – œuvre pour le développement durable et l'égalité des genres et encourage les partenariats entre écoles, enfants, professeur.e.s, parents, ONGs, médias et le gouvernement. **www.livelearn.org**

ISDS – Institute for Social Development Studies – est un organisme de recherche indépendant qui promeut l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes au Vietnam. https://isds.org.vn/en/



Jeunes, volontaires et écoles

Initiée pendant la crise COVID, Plan international Belgique poursuit la digitalisation d'une partie de ses activités. Elle reste à l'écoute de ses volontaires et s'appuie sur leur enthousiasme pour progresser encore dans ses moyens d'action.

Université de printemps

À l'occasion du lancement de notre nouveau programme quinquennal 2022-26, soutenu par la coopération belge, nous avons organisé la première édition de l'université de printemps de Plan International. Nos volontaires, partenaires et collègues ont pu échanger sur les thématiques du programme : violence basée sur le genre et masculinités positives, participation des jeunes, «gender transformative education» et les droits des filles face aux crises.

Volontaires



Nos volontaires en région ont été activement mobilisé·e·s. Nous avons pu compter sur leur soutien actif à l'occasion d'une vente solidaire à Gand et sur les sites de plusieurs grands événements comme le salon du volontariat, l'Afrika film Festival, le Sfinx Fest, l'Ubuntu Festival, la fête des mondes et le Ottertrotter. Ils furent également à l'initiative d'une série de brunchs/soirées quizz et cinéma et présents lors de nos événements sportifs, en particulier le Memorial Van Damme et l'Urban Trail de Bruxelles. À Nivelles et à Bruxelles, nos volontaires ont développé une balade interactive sur les droits de l'enfant et des filles. Enfin, notre siège a continué à bénéficier du soutien de traducteur.rice.s et collaborateur.rice.s bénévoles dans l'accomplissement de tâches administratives.

Écoles : droits en ligne

Depuis plusieurs années, notre partenariat «School for Rights - École des droits de l'enfant» forme les enseignant.e.s , leurs élèves et le personnel d'encadrement aux droits de l'enfant et à l'égalité de genre. Cinq nouvelles écoles ont suivi ce parcours éducatif l'année passée. Le 20 novembre, journée internationale des droits de l'enfant, fût aussi l'occasion pour nous d'organiser des séminaires de présentation de notre manuel «Schools for Rights».

En outre, nous avons développé ces derniers mois la Plan Digital Academy, une plateforme de formation en ligne sur le genre et la solidarité mondiale. À ce jour, 6 modules de formation sont disponibles sur la plateforme.

Merci à:

Partenaires d'implémentation pour notre partenariat « School for Rights - École des droits de l'enfant » :













Gouvernance : le Youth Advisory Panel s'implique

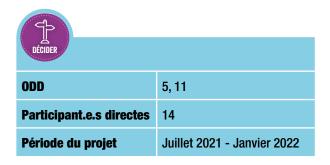


À l'occasion de notre assemblée générale de juillet 2021, les jeunes volontaires du Youth Advisory Panel nous ont présenté une série de recommandations. L'objectif: réfléchir à une gouvernance qui permette de les impliquer davantage dans les activités de Plan International, notamment lors de manifestations ou d'actions en direction du public étudiant. Nous avons écouté attentivement ces suggestions et nous nous promettons d'y répondre concrètement sous peu.

CHIFFRES CLÉS

- 6,000 téléchargements de dossiers pédagogiques
- 5 écoles supplémentaires engagées dans le trajet Ecole des droits de l'enfant
- 46 participant.e.s à l'université de printemps
- 35 jeunes impliqué.e.s dans le YAP, dont un membre du YAP au conseil d'administration de Plan International Belgique et trois dans l'assemblée générale.

«Safer Cities» : les jeunes Gantois·e·s s'engagent dans la lutte contre le harcèlement sexuel !



Après Bruxelles, Anvers et Charleroi, les jeunes de Gand sensibilisent et dialoguent sans tabous pour des villes sûres et inclusives, grâce au programme «Safer Cities».

Un parcours de plusieurs ateliers participatifs, un camp d'été et des groupes de discussions dans une école furent l'occasion pour de jeunes Gantois·e·s d'échanger sur les questions de genre, d'égalité de genre et de harcèlement sexuel.

Notre plateforme digitale «Safer Cities» permet aux jeunes d'identifier et partager en ligne les lieux publics où ils-elles se sentent mal à l'aise, appeuré-e-s ou au contraire en sécurité. En récoltant leur parole, l'objectif est de mieux cerner et de cartographier le phénomène du harcèlement sexuel. Entre février et août 2021, nous avons ainsi recueilli 1.035 témoignages à Gand, qui ont servi de base à la formulation d'un plan d'actions par les jeunes eux-mêmes.

Sous la guidance de la réalisatrice Lieve Blancquaert, les jeunes impliqué.e.s dans le projet ont entrepris de raconter leur expérience du harcèlement. L'aboutissement de ce dialogue a pris la forme d'une vidéo de sensibilisation sous le slogan «Ik vind je mooi». Main dans la main, les jeunes et les volontaires de Gand ont ensuite réalisé une action de rue le 22 janvier. Leur objectif : faire connaître leur slogan aux Gantois·e·s à l'aide d'un graffiti.



Enfin, le 20 novembre, le groupe a rencontré le bourgmestre de la ville de Gand Mathias De Clercq et l'Échevine pour l'égalité des chances Astrid De Bruycker. Ensemble, jeunes et responsables politiques ont réfléchi aux solutions à mettre en place dans la ville.





Ces rencontres et engagements sont encourageants et indiquent que les responsables politiques prennent en compte nos recommandations. Nous y veillerons dans d'autres villes également!

Merci à: Partenaires d'implementation :









Financement: Ville de Gand et nos fidèles donateurs.rices







Louise, Ministre des Affaires Etrangères et Margaux, Ministre de la Coopération au Développement

APPRENDRE	
ODD	5
Participant.e.s directes	12.500
Période du projet	2021

Devenir Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires Étrangères ou de la Coopération au Développement n'est pas donné à tout le monde. En particulier si l'on est une femme : Sophie Wilmès et Meryame Kitir fûrent les premières femmes à occuper ces fonctions en Belgique.

Étudiante en droit, Louise, 20 ans, est engagée pour les droits humains depuis longtemps. À l'occasion de la Journée Internationale de la Fille en octobre 2021, elle s'est exprimée devant un forum politique de haut rang : le Conseil des Ministres. Remplaçant Sophie Wilmès, Ministre des Affaires Étrangères et Vice-Première Ministre, elle s'est directement adressée aux membres du gouvernement fédéral pour leur faire passer un message : les filles peuvent diriger et ont leur place au niveau politique.

Diplômée en sciences de l'éducation de 24 ans, Margaux est, elle, passionnée par l'éducation des filles dans le monde. Le même jour, elle a endossé les fonctions de la Ministre de la Coopération au Développement, Meryame Kitir. L'occasion d'ouvrir une conférence sur l'éducation organisée par Educaid. be, de diriger des réunions d'équipe du cabinet et de donner un discours avec la Ministre devant des centaines de jeunes.

En participant à l'action « Girls Take Over », Mesdames Wilmès et Kitir ont exprimé l'engagement du gouvernement fédéral à prendre en compte la voix des jeunes, en particulier les filles, dans sa politique.

Aux côtés de Louise et Margaux, d'autres jeunes veulent aussi être entendu.e.s. Dans les récentes études de Plan International Belgique et Enabel, ils. elles expliquent vouloir s'engager pour la solidarité internationale et s'impliquer dans les défis globaux mais ont le sentiment de ne pas être suffisamment consulté.e.s. Ainsi, dans le cadre de la campagne d'octobre 2021, 196 écoles ont répondu à l'appel de Plan International à ce sujet.



NOS PARTENAIRES: INSTITUTIONNELS EN BELGIQUE

Les Partenaires des Écoles des Droits de l'Enfant rassemblent 6 organisations spécialisées qui coachent les équipes pédagogiques afin qu'elles intègrent une

approche des droits de l'enfant dans leur pratique quotidienne et leur l'enseignement. **ecoledroitsenfant.be**

 Le DGDE et le Commissaire flamand aux Droits de l'enfant veillent à la sauvegarde des droits et des intérêts des enfants en Fédération Wallonie-Bruxelles et en Flandre.

dgde.cfwb.be kinderrechtencommissariaat.be

- Djapo Djapo rassemble plusieurs compétences.
 Spécialiste en éducation au développement durable, elle encourage et équipe pédagogiquement les enseignant.e.s du préscolaire, primaire et secondaire sur les thèmes de la citoyenneté durable. djapo.be
- Echos Communication informe, sensibilise et aide à la prise d'initiatives et à l'expérimentation concrète et créative par toutes et tous, en matière d'ownership et d'empowerment, en Belgique et ailleurs.
 echoscommunication.org
- Kiyo est experte dans les droits de l'enfant et active en Belgique et ailleurs. En Belgique, elle encourage les jeunes et les adultes à s'engager pour les droits de l'enfant. kiyo-ngo.be
- UNICEF Belgique travaille à un monde qui offre aux enfants une vie digne et où leurs droits sont respectés.
 Elle contribue à la formation des enseignant.e.s sur les droits de l'enfant. unicef.be
- VIA Don Bosco construit des ponts entre les écoles en Belgique et ailleurs dans le monde et contribue ainsi à une société plus juste qui répond aux objectifs de développement durable. viadonbosco.org

La Plateforme Droits de l'Enfant dans la Coopération au Développement regroupe des ONG et expert.e.s et vise à créer une assise sociétale et politique large pour la défense des droits de l'enfant dans la politique et dans la pratique de la coopération au développement belge.

plateformedroitsdelenfant.be

La **CNDE** regroupe 90 acteurs des droits de l'enfant et intervient sur la rédaction de rapports belges à l'égard d'instances internationales ainsi que la formulation de recommandations politiques générales. **ncrk-cnde.be**

KIRECO est un réseau d'associations néerlandophones qui promeuvent et défendent les droits de l'enfant en Belgique et dans le monde.

kinderrechtencoalitie.be

La **CODE** est un réseau d'associations francophones qui ont pour point commun de développer une action de promotion et de défense des droits de l'enfant en Belgique et dans le monde. **lacode.be**

La **Coalition Perspective 2030** regroupe les acteurs impliqués dans la réalisation des 17 objectifs de développement durable (ODD). Plan International Belgique veille à ce que notre pays respecte ses engagements par rapport à l'ODD 4 (éducation de qualité) et l'ODD 5 (égalité entre les genres). **cncd.be/+-pp2030-+**

Consortium 12-12 réunit 7 organisations humanitaires internationales pour une aide efficace et rapide lors de catastrophes ou de crises humanitaires ainsi que l'appel aux dons d'urgence. **1212.be**

Educaid.be réunit les acteurs de l'éducation au sein de la coopération au développement. Elle facilite l'échange d'expériences entre ses membres et soutient la politique belge en la matière. **educaid.be**

Le **CCGD** veille à la prise en compte du genre dans la politique belge de coopération. Il rassemble l'expertise du monde académique, des conseils de femmes, des ONG et de l'Institut pour l'égalité femmes-hommes. argo-ccgd.be

STOP prostitution enfantine encourage la dénonciation de la prostitution et de la pornographie enfantine à l'étranger, ainsi que la traite des enfants. Le collectif réunit des organismes (semi-)publics, la police, le SPF Affaires étrangères, des ONG et des partenaires privés. **jedisstop.be**

Mirabal sensibilise le public et interpelle les pouvoirs publics autour de la date du 25 novembre, Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes. **mirabalbelgium.org**

L'**Union belge de football**. Plan International est partenaire du programme Red Courts de l'Union belge de football qui vise à promouvoir la cohésion sociale locale par le sport. Grâce au soutien des (ex-) Diables Rouges & les Red Flames, ce projet communautaire est utilisé comme outil pour aborder des thèmes comme l'inclusion, l'éthique, et l'environnement dans des programmes éducatifs spécifiques.

Depuis janvier 2022, dans le cadre du nouveau programme Lead for Rights subventionné par la DGD, Plan a établi de nouveaux partenariats :

- Le Forum des jeunes (Organe porte-parole des jeunes âgé-e-s de 16 à 30 ans en Fédération Wallonie-Bruxelles)
- ÇAVARIA (organisation de défense flamand des intérêts des personnes LGTBQI+ et la coupole des organisations LGBTIQ+.)
- Le CEF (Comité des Élèves Francophones)
- Kruit Kenniscentrum wereldburgerschapseducatie
- Search for Common Ground
- UNICEF Belgique
- Geomoun
- Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten
- MOVO platform (La plateforme MoVo est un lieu de rencontres, d'échanges et de connexions entre professionnel.le.s de l'éducation, auquel sont invités tous les acteur.rice.s non gouvernementaux travaillant dans l'enseignement néerlandophone.)

LES PARTENAIRES DE NOTRE PROGRAMME SAFER CITIES

Anvers:

Kras Jeugdwerk offre des activités de loisirs aux jeunes de 6 à 25 ans, en particulier dans les quartiers pauvres, où l'abandon scolaire est fréquent et où espace public et de temps de loisirs font défaut. **krasjeugdwerk.be**

Charleroi:

Le **Centre Ener'J** offre aux jeunes de 12 à 26 ans et leur entourage une information gratuite, pluraliste et complète des sujets qui les concernent ainsi que des animations pédagogiques. **enerj.be**

La **Maison-Arc-en-Ciel** offre accueil, accompagnement psychosocial individualisé, activités collectives et communautaires pour mieux vivre son orientation sexuelle et/ou son identité de genre. **maccharleroi.be**

Tels Quels mène des actions autour des thématiques des orientations sexuelles et des identités de genres et accompagne toute personne concernée directement ou indirectement par l'homosexualité, ou préoccupée par son orientation sexuelle ou son identité de genre. **telsquels.be**

Gand:

Overkop Gent offre un cadre où des jeunes, jusqu'à 25 ans, peuvent pratiquer toutes sortes d'activités amusantes. C'est un endroit sûr où les jeunes peuvent également se confier et faire appel à une aide thérapeutique professionnelle, sans jugement.

www.gent.overkop.be

Minus One est un centre culturel souterrain pour jeunes à Gand. Ce lieu stimule et soutient les jeunes entrepreneurs et les jeunes créatifs, tout en permettant à des organisateur.rice.s de tester leur évènements Minus One est une maison ouverte à tous.te.s, où différents groupes de jeunes se sentent les bienvenus et peuvent simplement être eux-mêmes. www.minus-one.be

Jong VZW est l'aide sociale à la jeunesse avec des projets dans différents quartiers. Vzw Jong vise à promouvoir l'émancipation, ainsi que la participation personnelle et sociale des enfants et des jeunes. **www.jongvzw.be**

Les villes d'Anvers, Charleroi, Bruxelles et Gand.

Nous bénéficions également du soutien de **Canon**. Grâce à leurs ambassadeurs enthousiastes, les Champions of Change deviennent des experts de la photographie et de la vidéographie (participative).

Nous pouvions compter sur le soutien financier de Canon, l'Union Européenne, Equal Brussels et Ville de Bruxelles.

LE SECTEUR DES ONG

ACODEV et **NGO-Federatie** sont les fédérations professionnelles des ONG de coopération au développement francophones et germanophones, d'une part et néerlandophones de l'autre.

acodev.be & www.ngo-federatie.be

11.11.11 est la coupole des ONG néerlandophones. Plan International Belgique n'en est pas membre mais nous coopérons avec 11.11.11 sur base ponctuelle.

www.11.be

CNCD - 11.11.11 coordonne la voix de 90 ONG belges. Bien que n'étant pas membre, nous coopérons de façon ponctuelle ou dans le cadre de plateformes spécifiques. **cncd.be**

ENTREPRISES: LA PUISSANCE DE PARTENARIATS DURABLES ET ÉTHIQUES BASÉS SUR LES ODD

L'année écoulée a posé de nombreux défis aux entreprises. Subissant les effets de la Covid-19, certains secteurs se sont retirés du sponsoring de Plan. D'autres, en revanche, se sont montrés plus généreux que jamais.

La guerre en Ukraine et la crise énergétique qu'elle engendre ont également changé la donne.

Après plusieurs années marquées par d'excellents résultats, beaucoup d'entreprises sont aujourd'hui sur la corde raide. L'inflation exerce une pression sur les budgets disponibles de nombreuses sociétés.

Pourtant, malgré les orages, beaucoup de nos partenaires commerciaux, qui soutiennent notre organisation depuis des années, nous font comprendre que cette coopération est perçue bien audelà d'une simple dépense ou d'un investissement. Elle s'intègre dans une politique, une vision, qui consiste à oeuvrer ensemble à un avenir meilleur.



Il nous est impossible de mettre en avant les plus de 1,000 entreprises partenaires. Nous tenons à remercier tout particuliè-

rement **Connections**. Malgré la période très compliquée pour le secteur du voyage, son PDG, Ronny Bayens, reste fermement attaché à notre partenariat et a soutenu sans interruption 35 enfants de Plan depuis 2018. Et notre coopération va bien au-delà du Parrainage Plan. Connections a, par exemple, également participé à l'**Equal Rights Run** lors du Mémorial van Damme. Elle a également soutenu notre événement d'entreprise.

La guerre des talents, combinée à une nouvelle génération de jeunes plus soucieux que jamais des défis climatiques, de genre, d'impact, de participation, ... fait qu'il est aujourd'hui

extrêmement important pour les organisations d'améliorer leur profil RSE (Responsabilité Sociétale et Environnementale). Non pas en soutenant des projets « plic-ploc », mais bien en développant une stratégie de long terme axée sur un ou plusieurs ODD (Objectifs de développement durable), et en mettant celle-ci en place de façon cohérente.

Jochem Roels, responsable des partenariats d'entreprise Plan International Belgique

Les revenus provenant des entreprises et des «Major Donors» continuent d'augmenter

En 2019, Plan International a pris la décision consciente d'établir un nouveau département «Corporates and Major Donors» (CMD). Le succès est au rendez-vous! Sur le plan financier, nos recettes issues de ces partenariats ont plus que triplé en 4 ans. L'année dernière, nous avons enregistré une croissance de 36 %, pour un revenu total de 1,6 million d'euros. S'y sont ajoutés des supports probono équivalent à près de 150 000 euros via quelques dons individuels mais surtout grâce à nos partenaires structurels (Allianz Memorial van Damme, Finn, Pareto) qui nous soutiennent en mettant leur expertise au service de notre organisation.







Journée internationale des droits des femmes (8/3/22)

helen b

La Journée internationale des droits des femmes du 8 mars marqua le lancement de notre tasse à café « Equal Rights », en collaboration avec helen b. La designeuse gantoise a conçu ce mug spécialement pour Plan International. Pour chaque tasse vendue, 3 euros sont versés à notre projet au Sénégal qui accompagne les femmes dans leur recherche d'un emploi. Présente, la ministre de la Coopération Mme Kitir, a également marqué son soutien à cette initiative destinée à renforcer l'entrepreneuriat féminin. Au total, 668 mugs ont été vendus!



Nadia Aimée

Le même jour, nous avons également lancé, avec Nadia Aimée, Charlotte De Cock, Yondr et Euroclear, une nouvelle campagne sur l'égalité des chances pour les filles en matière d'éducation, l'un des éléments les plus importants qui détermine un avenir.

Notre ambassadrice Nadia fût un temps, dans sa jeunesse, sans abri. Elle a dû quitter l'école précocement pour, finalement, réussir à poursuivre ses études. Ne comptant que sur ses propres moyens et en saisissant les opportunités qui lui ont été offertes, elle est devenue spécialiste en cybersécurité chez Microsoft Belgique. Blogueuse, conférencière TED, elle est aussi une source d'inspiration pour beaucoup et souhaite à présent donner un coup de pouce aux jeunes en situation de vulnérabilité. Elle a ainsi fondé l'ASBL «She Leads digital», qui incite les filles et les jeunes à se développer par la technologie.

Inspirée par cette histoire, l'artiste Charlotte De Cock a réalisé une toile racontant 5 moments marquants de la vie de Nadia. A son tour, Yondr a fait vivre ce travail en réalité augmentée par un filtre sur Instagram et Facebook. Notre fidèle partenaire Euroclear est devenue l'heureux propriétaire ce cette œuvre, finançant par cette acquisition les projets éducatifs de Plan.







Cela reste une simple tasse à café mais une tasse qui peut au moins susciter la conversation et faire une petite différence. Nous la vendons pour un mois entier. Les femmes méritent bien plus qu'un jour.

Helen Blanchaert, helen b



Essentiel Antwerpen

Le 8 mars encore, notre organisation s'est associée à Essentiel Antwerpen pour une nouvelle action. Avec les jeunes de Plan International, nous avons conçu un sweatshirt reprenant le slogan «Girls just wanna have fundamental rights». Fidèle à son style coloré et audacieux, Essentiel entend, à travers cette serie limitée, renforcer les droits des filles. L'ensemble des bénéfices sont reversés au profit de nos projets «Safer Cities» en Belgique.

Explorer le pouvoir du sport pour l'égalité des droits

Les préconceptions de genre, les coutumes et la pauvreté éloignent souvent les filles de l'école, les forçant à endosser un rôle maternel dès le plus jeune âge. Plan International veut changer la donne en brisant les stéréotypes qui cantonent les filles dans des rôles subalternes. Le sport joue un rôle important à cet égard, en posant le débat sur des questions difficiles, telles que le mariage des enfants et la grossesse des adolescentes. En pratiquant un sport, les filles développent également leur confiance en elles, prennent de plus grandes responsabilités et brisent elles-mêmes les stéréotypes. Pour de nombreuses entreprises partenaires, le sport est aussi un moyen accessible de renforcer l'esprit d'équipe. De quoi établir un lien spontané entre le sport en Belgique et le soutien à plusieurs de nos projets d'égalité de genres dans les pays où nous sommes actifs.

Equal Rights Run

Depuis 2019, Plan International Belgique collabore avec l'Allianz Memorial Van Damme. En lever de rideau de l'événement, nous y organisons l'Equal Rights Run. Ce 100m voit 8 entreprises soutenir Plan International en sponsorisant chacune un couloir. 8 employés - un par partenaire - vivent ainsi leur moment de gloire en courant devant un stade plein à l'occasion de cette grande soirée d'athlétisme. Cette année, BDO, Delaware, Care BV, Euroclear, FINN, KYOCERA, Pareto et Teamleader ont donné le meilleur d'euxmêmes au Stade Roi Baudouin. Pim Eggermont de Teamleader a remporté la course, avec une medaille en prime. L'argent receuilli de nos sponsors (plus de 40 000 euros) est directement affecté à nos projets sportifs sur le terrain.



















Vermarc Sport

L'entreprise familiale Vermarc Sport a conçu pour Plan International les maillots de cyclisme «Equal Rights». Avec nos ambassadeurs sportifs Elke Bleyaert et Philippe Gilbert, nous attirons ainsi davantage l'attention sur la situation des filles et des femmes, tant sur le vélo qu'en dehors. Vermarc Sport reverse environ la moitié du montant de la vente d'un maillot à nos projets sportifs au Sénégal.





Je suis fier que des organisations comme Plan International utilisent de plus en plus le sport comme levier afin de

donner aux filles toutes les chances d'un avenir meilleur. Le sport rend non seulement les filles fortes physiquement et mentalement, mais leur donne également la possibilité de déployer leurs ailes et d'entrer en contact avec d'autres personnes

Philippe Gilbert



NOS ENTREPRISES PARTENAIRES VOUS ONT INSPIRÉ.E?



Contactez-nous à corporates@planinternational.be pour discuter d'une collaboration sur mesure

EN SAVOIR PLUS:



www.linkedin.com/company/plan-international-belgium



www.planinternational.be/fr/entreprises



Télécharger notre brochure RSE





Cette année encore nous saluons la générosité exceptionnelle de nos donateurs.rices malgré un contexte économique instable. Les recettes privées que nous avons enregistrées proviennent principalement de nos Parrains, Marraines et sponsors de projets ainsi que d'appels aux dons ponctuels et réguliers. Des dizaines d'initiatives privées de récolte de fonds ont également été lancées en 2022.

LE PARRAINAGE PLAN

L'an passé, Plan International Belgique a pu compter sur le soutien de 27.291 Parrains et Marraines qui, ensemble, ont parrainé 30.120 Filleul.e.s en Asie, Amérique-Latine et Afrique. Source majoritaire de soutien, le parrainage donne accès à des services de base de santé, d'alimentation, d'éducation et de protection aux enfants et aux jeunes des communautés parrainées. Au moyen de rapports annuels, de diverses communications et d'une plateforme digitale dédiée, un compte rendu régulier est fait aux Parrains/Marraines, leur permettant de suivre l'évolution de leurs Filleul.e.s et de leur communauté. Ils peuvent ainsi mesurer l'impact concret de leurs dons.

MYPLAN

En 2022, Plan International Belgique a inauguré **MyPlan**, une plateforme digitale sécurisée à l'attention de nos Marraines et Parrains. Ils y trouvent toutes les informations relatives à leur Filleul.e.s Plan, leurs données administratives (y compris leur attestation fiscale) ainsi que les dernières actualités sur les projets de Plan International.

AUTRES DONS PRIVÉS

Plan International Belgique a également pu compter sur le soutien de **5.506** sponsors de projets, ainsi que sur la contribution de donateurs.rices ponctuel.le.s, par le biais de cadeaux virtuels, d'actions de crowdfunding ou de dons financiers pour près de 143.236€ euros. Les dons réguliers et uniques soutiennent nos projets dans nos pays partenaires en faveur de l'éducation, la protection, la santé et l'égalité des enfants, avec une attention particulière accordée aux filles. Ces projets sont conçus et développés par nos collaborateur.rice.s belges en partenariat avec nos collègues sur le terrain.

UKRAINE

Plan International fait partie du Consortium 1212, regroupant 7 ONG belges, qui lancent un appel commun aux dons lors d'urgence humanitaire de grande ampleur. Le consortium a fait appel au mois de mars à la générosité du public, qui a répondu présent. Les fonds que Plan International a pu récolter dans ce cadre ont permis d'envoyer rapidement du soutien humain et matériel à nos partenaires locaux en Roumanie, Moldavie, Pologne, Slovaquie et Hongrie. Celles-ci fournissent protection et assistance psychosociale aux enfants et aux femmes réfugiées.e.s ukrainien.ne.s. Plan fournit également une aide afin de poursuivre l'éducation des enfants en situation d'urgence.

Nous remercions du fond du cœur nos parrains, marraines, sponsors de projets et donateur.rice.s ponctuel.le.s pour leur soutien, leur confiance et leur engagement en faveur des droits des enfants et de l'égalité des filles.

EN TOUTE TRANSPARENCE

Nos comptes annuels

Plan International Belgique gère les fonds disponibles en toute transparence. Nos comptes sont validés par le Conseil d'administration et approuvés par l'Assemblée générale. Ils sont également vérifiés de façon indépendante par notre commissaire, PricewaterhouseCoopers. Nos comptes 2021-2022 ont été approuvés sans aucune réserve.

Le Service Public Fédéral Finances et la Direction générale coopération au développement et aide humanitaire (DGD) effectuent des contrôles réguliers.

Plan International Belgique est également membre de l'Association pour une éthique dans la récolte de fonds (AERF) et publie ses comptes sur le portail des ONG reconnues par l'État belge : www.ong-livreouvert.be

Résultats financiers

Les revenus opérationnels s'élèvent à **22.787.147€**, ce qui représente une augmentation de 1.733.816 € par rapport à l'année fiscale précédente.

- 17.227.798 €, soit 76% de nos revenus, ont directement servi la promotion et la réalisation des droits de l'enfant et l'égalité pour les filles.
 - 16.126.563 € ont été attribués aux programmes de développement dans 56 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine de la Coalition de Plan International, et aux programmes dont nos collaborateurs et collaboratrices assurent directement le suivi depuis la Belgique au Bénin, en Bolivie, au Burkina Faso, en Équateur, au Mali, au Niger, en Ouganda, au Pérou, au Rwanda, au Sénégal, en Tanzanie et au Vietnam.
 - 1.101.234 € ont été investis dans les programmes de sensibilisation, d'éducation au développement et de plaidoyer en Belgique.

Nos autres dépenses (collecte de fonds et frais généraux) s'élèvent à 2.932.448 € (12,87% du revenu opérationnel) avec 1.919.246 € consacrés à nos activités de communication et de récolte de fonds (communication entre les Marraines et Parrains Plan et les Filleul.e.s Plan, campagnes de marketing, rapport annuel, événements, coûts salariaux et services aux donateurs.rices) et 1.013.202 € pour les frais d'administration (infrastructure, frais de bureau, rémunération du personnel, équipement informatique, amortissement des investissements et coûts financiers et reprise de provisions). Plan International Belgique a pu renforcer ses réserves à hauteur de 2.449.081 €.

Attestation fiscale

Plan International Belgique est une ONG reconnue par l'État et autorisée à délivrer des attestations fiscales, conformément à l'article 104.4 du code de l'impôt sur les revenus 1992.

Notre gestion

Conformément à la législation belge relative aux a.s.b.l., Plan International Belgique est dirigée par une Assemblée générale et un Conseil d'administration équilibrés en termes de compétences, de répartition géographique et linguistique, de genre et d'âge. Les administrateur.rice.s sont indépendant.e.s et leur mandat n'est pas rémunéré.

Conseil d'administration et Assemblée générale

Conseil d'administration au 30 juin 2022

Présidente: Leen Gysen

Compliance Director: Matthieu Toussaint

Trésorier: Fabienne Duysens **Administrateurs.rices:**

Stefaan Smis, Sabine De Veilder, Mark De Smedt, Walter D'Hondt, Yousri Hamzaoui, Agnès Philippart, Marijke Synhaeve, Mirjam Van Belle, Steven Van Belleghem et Saskia Ravensloot.

Assemblée générale au 30 juin 2022

Mieke Casier (présidente de l'Assemblée générale), Aintzane de Aguirre, Brigitte Allart, Rajan Coelho, Piet Cooreman, Kervyn da Silva Lucas, Annemie De Clerck, Jo De Geest, Peter De Wilde, Kelly Decock, Diane Delava, Robert Delval, Thomas Deryckere, Samira Essiaf, Franck Geers, Eric Hiernaux, Marie Hustinx, Inge Huygen, Peter Leclercq, Rodrique Platteau, Stefaan Smis, Richard Steppe, Annelies Van Bauwel, Rita Van de Velde, Laurent Vandorpe, 4 jeunes du «Youth Advisory Panel» (Gin Dupont, Manon Quinet, Lina Despeghel, Samuel-Joe Munanga) ainsi que les membres du conseil d'administration.

Le personnel de Plan International Belgique

Capacité de travail

Plan International Belgique a débuté l'année fiscale avec 66 collaborateurs (62,69 équivalents temps plein (ETP) pour finir à 67 collaborateurs et 60,35 ETP. 21 nouveaux.elles employé.e.s sont entré.e.s en fonction : 13 CDI (contrat à durée indéterminée), 5 CDD (contrat à durée déterminée), 1 CIP, 2 students. 17 collaborateurs.rice.s en CDI ont quitté l'organisation, 1 personne est partie en retraite et 1 CDD a démissionné

plus tôt que sa date de fin de CDD. La raison principale était : le souhait de poursuivre d'autres opportunités professionnelles. Les «entretiens de sortie» formels démontrent que l'atmosphère de travail, la convivialité et le professionnalisme de l'organisation sont perçus comme très positifs et ne sont pas des raisons pour quitter l'organisation.

Politique de rémunération

Plan International Belgique dispose d'un système de classification des fonctions et d'une politique salariale associée, avec un salaire de départ et des possibilités d'évolution sur deux ans, sauf si certaines conditions sont remplies, notamment une expérience professionnelle pertinente et la maîtrise de compétences techniques et comportementales. Les conditions sont définies dans différents documents qui sont partagés (et donc toujours consultables) avec l'ensemble de l'organisation. Outre le salaire brut, les employé.e.s bénéficient d'avantages extra-légaux : chèques repas, remboursement des déplacements en transports publics, 13e mois, assurance d'hospitalisation et assurance groupe, prime télétravail.

Bien-être et développement de notre personnel

Plan International Belgique accorde une grande attention au bien-être de son personnel. Sur une base régulière, des enquêtes, des activités et des actions sont menées de manière régulière en fonction des besoins. De plus, Plan International Belgique soutient le développement des employé.e.s grâce à un budget de formation disponible et à la coopération avec divers partenaires externes. En outre, des moments formelles d'évaluation sont organisés deux fois par an, portant à la fois sur le bien-être et sur un plan de développement personnel.

Nos financements publics

Au cours de l'exercice fiscal 2021-2022, les subsides alloués à Plan International Belgique ont atteint 9.741.523 €, alloués par le Gouvernement Fédéral (DGD), l'Union Européenne (DG INTPA, DG ECHO, DG JUST), le Gouvernement Flamand, les Nations Unies (UNHCR, UNICEF), Enabel/VET Toolbox, l'Organisation internationale de la Francophonie, Wallonie-Bruxelles International, Fédération Wallonie-Bruxelles, l'AFD, la Coopération Suisse, l'UEFA, Equal Brussels, les villes de Bruxelles, de Malines, de Gand, Saint-Trond, et la commune de Hove.

En 2021-2022, Plan International Belgique a poursuivi la mise en œuvre, et ensuite évalué et clôturé, son programme quinquennal financé depuis 2017 par la Coopération belge au développement (DGD) dans cinq pays (Belgique, Bénin, Bolivie, Niger et Vietnam). Plan International Belgique a lancé son nouveau programme quinquennal pour la période 2022-2026, dans 8 pays (Belgique, Bénin, Bolivie, Équateur, Niger, Sénégal, Tanzanie et Vietnam), également financé par la DGD.

Nous restons par ailleurs pleinement impliqués dans nos projets en Équateur, au Rwanda, au Malawi, au Sénégal et en Tanzanie. Les pays partenaires de nos projets humanitaires de l'année fiscale écoulée sont le Mali, le Niger, le Rwanda, le Burkina Faso et l'Ouganda. Ces projets nous permettent de diversifier nos sources de financement et nos types d'intervention.

Nos financements privés

Faire progresser l'égalité pour les filles

Les Parrains et Marraines Plan soutiennent **30.120** Filleul.e.s Plan et leur communauté en Afrique, Asie et Amérique latine.

En outre, **5.506** Belges investissent chaque mois dans les projets de Plan International Belgique via le sponsoring de projets. Ces projets ont également été financés par des dons uniques, à hauteur de 114.689€. Leur soutien indéfectible permet à des milliers d'enfants, en particulier les filles, qui sont souvent confrontées à des difficultés supplémentaires, d'apprendre, de diriger, de décider et de s'épanouir.

Plus de détails sur :

www.planinternational.be/fr/parrainage-plan ou par mail à info@planinternational.be

Crowdfunding et Cadeaux Plan pour les droits des filles

L'année dernière, **398 dons** ont été collectés dans le cadre d'actions de crowdfunding ainsi que **90 dons** provenant de cadeaux virtuels Au total, quelque **28.547 €** ont pu être récoltés grâce à ces actions au profit des projets de Plan International.

Plus d'infos sur : www.superplan.be et www.planinternational.be/fr/plan-cadeau ou par mail à info@planinternational.be

Testament et legs

L'an dernier, Plan International Belgique a reçu 697.747 € de dons par voie testamentaire. Ce geste d'une belle générosité bénéficie directement à l'autonomie des communautés les plus pauvres.

Plus de détails sur :

www.planinternational.be/fr/testament ou par mail à info.testament@planinternational.be

Entreprises solidaires des filles

Plus de 1.000 entreprises sponsorisent mensuellement Plan International Belgique et nous élaborons des projets sur mesure avec divers partenaires comme Canon, BDO Belgium, Golazo, Delaware, ou les Belgian Red Flames. Plan International est également partenaire du programme Red Courts mené par l'Union belge de football.

Plus de détails sur :

www.planinternational.be/fr/entreprises ou par mail à corporates@planinternational.be



L'intégrité est une valeur essentielle qui dicte notre travail et comportement au quotidien, tant dans le cadre professionnel que privé.

Plan International accorde une très grande importance à l'utilisation positive de notre pouvoir afin de protéger les participant.e.s à nos programmes, nos partenaires, nos associés et nos collègues. Nous estimons que, dans un monde où les enfants et jeunes adultes sont confrontés à tant de menaces, il est de notre devoir, en tant qu'organisation, de vérifier que tout est mis en œuvre afin d'assurer leur sécurité et leur bien-être. Nous sommes totalement conscients des responsabilités particulières que nous avons envers les publics avec lesquels nous sommes en contact. Nous ne devons en aucun cas contribuer à leur nuire ou à les mettre en danger.

L'intégrité n'est pas une question de réputation. Il s'agit d'éviter que quiconque collaborant avec nous ou bénéficiant de notre aide ne subisse de préjudices. Il s'agit de la confiance qu'il ou elle nous accorde en constatant que nos principes de protection et d'intégrité sont mis en action à tous les niveaux.

Plan International Belgique, de par sa signature de la Charte d'Intégrité établie dans notre secteur, s'engage pleinement à disposer de politiques de protection et de prévention qui promeuvent l'intégrité au sein de son personnel et de ses associés en les informant, en les formant et en les sensibilisant.

Conformément à nos valeurs d'ouverture et de responsabilité, notre organisation déploie des mécanismes de signalement et de réponse à ceux-ci qui sont fonctionnels et accessibles. Nous disposons de personnes de confiance, d'un **point focal intégrité** (bno.Incident-Reporting@planinternational.be) afin d'encourager activement les signalements ou craintes et de les traiter en toute confidentialité, ainsi que d'un service externe indépendant (safecall.co.uk/report) à

qui toute personne peut s'adresser confidentiellement en cas de plainte.

Nous sommes engagé.e.s à prévenir et répondre à tout abus de pouvoir et à assurer un soutien et une protection totale à ceux qui s'expriment, de façon confidentielle, anonyme, ou pas. Les plaintes sont traitées en toute discrétion et confidentialité par les personnes dûment autorisées et qualifiées, suivant des protocoles établis.

La prévention étant essentielle, nous assurons des formations régulières de notre staff, associés et participant.e.s aux programmes. Par ailleurs, nous menons chaque année en profondeur une auto-évaluation de notre conformité avec les standards de protection afin de renforcer nos process, identifier de nouveaux risques et mettre en place des mesures de contrôle et de réponse efficace.

Le risque zéro n'existe pas. Mais la tolérance zéro existe, face à tout constat d'abus, d'exploitation sexuelle, de violence, de harcèlement, de fraude, de corruption.

Dans le courant de l'année fiscale 2022, deux cas ont été rapportés via nos lignes internes de signalement. Dans le premier cas, il s'agissait d'un rapport anonyme d'une suspicion de cyber-harcèlement commis par une personne externe à Plan International contre une adulte, externe à Plan – en dehors des activités de Plan. Le contact n'ayant pu être établi avec la personne concernée, un référencement auprès de services externes spécialisés a été établi, via la personne ayant rapporté la suspicion. Le deuxième cas consiste en une suspicion de non-respect de notre politique de sauvegarde par un ex-employé d'un pays partenaire. L'enquête est actuellement en cours.

CHIFFRES FINANCIERS

(en euros) 30/06/2021 30/06/2022

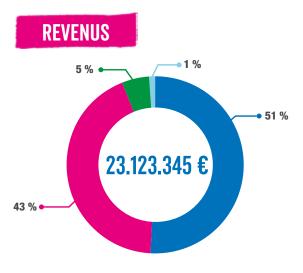
ACTIF		
Immobilisations incorporelles et corporelles	131.091	125.002
Total actifs immobilisés	131.091	125.002
Subsides et legs à recevoir	2.652.840	6.387.156
Valeurs disponibles	8.654.404	10.403.384
Subsides engagés, non dépensés	1.858.722	10.386.722
Total actifs circulants	13.165.966	27.177.262
Total de l'actif	13.297.057	27.302.264*

PASSIF		
Réserves	2.562.366	5.011.447
Provisions pour risques	1.173.4686	698.161
Dettes commerciales	611.575	149.741
Dettes fiscales, sociales et salariales	335.019	410.115
Dettes envers Pays Partenaires pour les programmes en cours	1.025.948	9.743.219
Subsides alloués, non dépensés	7.588.681	11.289.581
Total du passif	13.297.057	27.302.264*

* Nous avons décidé d'inclure dans notre bilan le reflet de nos engagements contractuels envers nos succursales qui gèrent les projets sur le terrain en ajoutant à l'actif un compte «Subsides engagés, non dépensés» et au passif un compte « dettes envers Pays Partenaires » correspondant au solde que Plan Belgique doit encore à nos succursales qui gèrent les projets en cours. Ce changement n'a eu aucun impact sur nos revenus et dépenses.

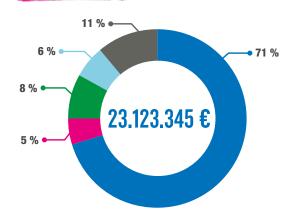
REVENUS		
Dons récurrents des Parrains et Sponsors	11.571.093	11.690.033
Dons non récurrents des particuliers et des entreprises	945.501	1.094.335
Subsides nationaux et internationaux	8.536.736	10.002.779
Autres revenus	364.474	336.198
Total des contributions et des revenus	21.417.805	23.123.345

DÉPENSES		
Récolte de fonds et communication	2.297.215	1.919.247
Frais généraux	1.792.172	1.349.400
Résultat reporté en réserves	1.562.366	2.449.081
Total dépenses (non programmes)	4.089.387	5.717.728
Programmes en Belgique	1.140.775	1.101.235
Programmes internationaux	14.631.539	16.304.382
Total dépenses (programmes et non programmes)	21.424.067	23.123.345



- Dons récurrents des Parrains et Sponsors Plan
- Subsides nationaux et internationaux
- Dons non récurrents
- Autres revenus

DÉPENSES



- Programmes internationaux
- Programmes en Belgique
- Récolte de fonds et communication
- Frais généraux
- Résultat reporté en réserves

